

## COLLOQUE INTERNATIONAL

### XXVII<sup>e</sup> journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine



Université de Bourgogne  
Maison des sciences de l'Homme de Dijon, Amphithéâtre  
19-21 octobre 2016



# XXVII<sup>e</sup> journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine

## Vulnérabilités et territoires

La notion de vulnérabilité recouvre de nombreuses dimensions : sociales, démographiques, sanitaires, économiques, géographiques, politiques, cognitives psychologiques, etc. D'abord utilisée par la médecine, l'économie, les statistiques puis, à partir des années 1970 dans les expertises sur le développement, elle gagne depuis les années 1990-2000 les différentes sciences humaines et sociales, notamment depuis que le développement durable est devenu un thème central de nombreuses recherches pluri et interdisciplinaires. Les différentes formes de vulnérabilité présentent la plupart du temps une dimension spatiale liée au territoire occupé par les populations. Le territoire est entendu ici comme un lieu d'interactions entre les individus et un environnement physique plus ou moins délimité.

Largement discutée, la vulnérabilité renvoie à des définitions multiples. Elle peut rendre compte de l'ensemble des facteurs qui constituent la fragilité d'une société, d'un territoire, d'une population, d'une structure, d'un écosystème, d'une organisation, d'un système politique, etc. La notion de vulnérabilité peut également faire référence à des disparités sociales (pauvreté, exclusion, relégation spatiale, etc.), à des catégories évolutives d'âge ou de santé (vieillesse, maladie, handicap, etc.), à des déséquilibres conjoncturels ou systémiques (économiques, environnementaux, psychologiques), etc. Elle contribue à qualifier l'état de personnes ou de groupes exposés à des risques qui se déploient souvent selon plusieurs dimensions à la fois (par exemple, les risques de maladie, de pauvreté, d'isolement sont souvent liés) et dont la nature peut varier.

L'idée de vulnérabilité émerge d'un processus de comparaisons très généralement implicite. Le flou de la notion de vulnérabilité et la grande extension qui peut lui être donnée ont sans doute à voir avec le fait que les références pour ces comparaisons sont, elles aussi, rarement explicitées.

La notion de vulnérabilité présente également des enjeux éthiques et politiques. L'identification de populations en situation de vulnérabilité conduit à reconnaître leurs difficultés, mais peut également participer de leur stigmatisation. Cela conduit à s'interroger sur les effets de l'usage d'une telle notion, et la manière dont elle conduit à « détourner » certains pans de la réalité, ceux qu'on considère soumis à la vulnérabilité. La vulnérabilité s'inscrit en outre dans la durée et selon des étapes plus ou moins marquées qui constituent un processus de « vulnérabilisation ».

La vulnérabilité peut enfin être abordée par ce qui permet de l'atténuer, la compenser ou même la positiver. Il en est ainsi de la résistance, de l'adaptabilité, de la mitigation et surtout de la résilience. Ce concept est employé avec des acceptions très diverses : pour certains auteurs il s'agit de la capacité à rebondir pour avancer, pour d'autres, il intègre l'idée que le changement est inhérent à tout système et caractérise sa capacité à absorber des chocs tout en maintenant certaines fonctions clefs. Enfin, pour certains auteurs, la résilience est une manière d'afficher en positif ce que la vulnérabilité présente en négatif, même si elle n'est pas l'inverse de la vulnérabilité.

Ces journées scientifiques co-organisées par la Société d'Écologie Humaine et le Centre Georges Chevrier (UMR 7366) seront l'occasion, pour les chercheurs de toutes disciplines et les acteurs de la société, de confronter leurs approches des vulnérabilités, afin de contribuer à alimenter une réflexion pluridisciplinaire et transversale dans une dimension internationale.

Maryse Gaimard, Bernadette Bichet, Francis Ribeyre

## **Responsables scientifiques**

Maryse GAIMARD, Université de Bourgogne  
Bernadette BICHET, Société d'Écologie Humaine  
Francis RIBEYRE, Société d'Écologie Humaine

## **Comité scientifique**

René Joly ASSAKO ASSAKO, géographe, Université de Yaoundé, AEHA, Cameroun  
Mamadou SALIOU BARRY, démographe, Guinée  
Bernadette BICHET, pharmacienne, Société d'Écologie Humaine, France  
Éric DOIDY, sociologue, INRA-CESAER, France  
Franck DUBOIS, historien, Université de Bourgogne, France  
Maryse GAIMARD, démographe, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, France  
Matthieu GATEAU, sociologue, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, France  
Bah Jean-Pierre KOUAKOU, socio-anthropologue, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire  
Françoise LAFAYE, ethnologue, Université de Lyon, ENTPE, UMR Environnement Ville et Société, France  
Dany LAPOSTOLLE, géographe-urbaniste, Université de Bourgogne, UMR Théma, France  
Bernadeta LELONEK-KULETA, psychologue, Université catholique de Lublin, Pologne  
Jean-Christophe MARCEL, sociologue, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, France  
Marceline MBETOUMOU, anthropologue, Université N'Gaoundéré, AEHA, Cameroun  
Ameur OUESLATI, géomorphologue, Tunisie  
Francis RIBEYRE, écologue, Société d'Écologie Humaine, France

## **Comité d'organisation**

Daniel BLEY, Société d'Écologie Humaine, UMR 7300 ESPACE-Arbois, France  
Myriam BOREL, Université de Bourgogne, France  
Gaël CLOITRE, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, France  
Maryse GAIMARD, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, France  
Matthieu GATEAU, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, France  
Jean-Christophe MARCEL, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, France  
David VALAGEAS, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, France  
Nicole VERNAZZA-LICHT, Société d'Écologie Humaine, UMR 7300 ESPACE- Nice, France

## **En partenariat avec le Centre Georges Chevrier, UMR 7366**

(<http://www.tristan.u-bourgogne.fr>)

## **Avec le soutien de l'Université de Bourgogne**

(<http://www.u-bourgogne.fr>)

## **Et de l'UMR 7300 ESPACE**

(<http://www.umrespace.org>)

# Les institutions organisatrices

**La Société d'Écologie Humaine** est une association à caractère scientifique.

Elle a été créée en 1987 à Aix-en-Provence (France) à l'initiative de chercheurs et enseignants en sciences sociales et biologiques convaincus des bienfaits de la pluridisciplinarité et ayant la volonté d'instaurer un lieu d'échange et une fonction de dialogue pour tous ceux qui s'intéressent à l'étude des relations que les sociétés humaines entretiennent avec leur milieu de vie.

Depuis sa création, la SEH a organisé vingt-six journées scientifiques sur un thème particulier : Forêt tropicale, Littoral, Incertitudes et Environnement, Energie, Jardins, Transmissions entre générations, Risques et Industries, Santé et Immunité, Urbanisation au Nord et au Sud, Qualité de vie, Retour des paysans, Campements, cabanes et Cabanons, Santé, Sociétés et Démographie etc...

Ces journées constituent pour des spécialistes (chercheurs, acteurs) de champs différents, un moment privilégié pour débattre sur des questions parfois situées aux marges de leur discipline. Les ouvrages issus des journées scientifiques ont été publiés auprès de divers éditeurs (Editions de Bergier, Édisud, Presses Universitaires de Rennes, Editions IRD, PUAM/Presses Universitaires de Provence).

Contact : **Marie-Jo Menozzi** (Présidente), marie-jo.menozzi@orange.fr  
Site : <http://www.ecologie-humaine.eu>



**Le Centre Georges Chevrier** est un centre pluri-disciplinaire, unité mixte de recherche CNRS/Université de Bourgogne.

Dans leur diversité, les chercheurs regroupés au sein du Centre Georges Chevrier – historiens des pratiques et des institutions de l'époque moderne et contemporaine, philosophes et sociologues, historiens de l'art et de la musique – partagent un intérêt pour des formes de savoir qui débordent les limites disciplinaires et participent de régimes de rationalité différents.

Les travaux des membres du centre se structurent donc selon trois axes principaux qui mettent en jeu les pratiques d'étude en sciences humaines et sociales et permettent d'examiner des objets appréhendés par leurs frontières :

- Axe 1 : « Histoire des cultures, savoirs et pratiques »
- Axe 2 : « Normes, justice et gouvernance »
- Axe 3 : « Soins, vie et vulnérabilité »

Directeur : **Jean-Louis Tornatore**  
Site : <http://www.tristan.u-bourgogne.fr>





# Programme

MERCREDI 19 OCTOBRE 2016

09:00 : Accueil des participants

## 09:30 Ouverture du colloque

- ❖ Allocutions du Président de l'Université de Bourgogne, du Directeur du Centre Georges Chevrier et de la Présidente de la Société d'Écologie Humaine ;
- ❖ Présentation des journées par les responsables scientifiques

## 10:00-12:00 Vulnérabilités environnementales

❖ *Président : Francis RIBEYRE*

**Les sociétés provençales face à la sécheresse : l'exemple de Marseille et de son territoire à la fin du Petit Âge de Glace (1700-1850, Sud-Est de la France)**

Nicolas MAUGHAN (UMR 7373-ECCOREV-Université d'Aix-Marseille)

**Le risque d'incendie de forêt en Corse et en Sardaigne : par-delà la vulnérabilité environnementale, la fragilité sociale**

Pauline VILAIN-CARLOTTI (UMR 7533-LADYSS-Université Paris 8)

**Approche interdisciplinaire de la notion de vulnérabilité, le projet DILEM appliqué aux interfaces « bâti/non bâti » en zone littorale méditerranéenne**

Groupe interdisciplinaire DILEM (UMR 7300-ESPACE-Universités de Nice Sophia-Antipolis et de Turin)

**Vulnérabilité climatique en Afrique. Le cas de Saint-Louis, Sénégal**

Adrien COLY, Fatimatou SALL (LEIDI-Université Gaston Berger, Sénégal)

## 14:00-15:45 Vulnérabilités environnementales

❖ *Président : Daniel BLEY*

**De la complexité territoriale à la vulnérabilité environnementale, quelle réflexion pour la compréhension des liens environnements – santé ? Questionnement à partir de retour d'expériences**

Gilles MAIGNANT (UMR 912-SESSTIM, Faculté de médecine de Nice), Sandra PEREZ (UMR 7300-ESPACE-Université de Nice Sophia-Antipolis)

**La construction du territoire symbolique comme cause ou effet de l'activité sociale : la figure *Aedes albopictus* à l'assaut d'une commune du littoral atlantique français**

Dominique PECAUD (EA 1161-Centre François Viète-Université de Nantes)

**Dimensions de la vulnérabilité au paludisme dans deux zones de Madagascar. Apports d'une approche mixte**

Andry Herisoa ANDRIANASOLO (UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne, IPM Madagascar), Emma RABOANARY, Chiarella MATTERN, Thomas KESTEMAN, Dolorès POURLETTE, Christophe ROGIER (IPM Madagascar)

**Nanotechnologies et respect de l'environnement, une relation discutable**

Françoise LAFAYE, Delphine BURGUET (URM 5600-EVS, ENTPE, Université de Lyon)

15:45-16:15 : *Pause café*

## 16:15-18:15 Séance posters

❖ *Présidentes : Marie-Jo MENOZZI et Maryse GAIMARD*

### **Organisation sociale et prise en charge des personnes âgées vulnérables en pays *odjukru***

Meless Siméon AKMEL (Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire)

### **Regards croisés sur les questions de vulnérabilité dans les transactions foncières dans les quartiers périphériques Djonassi et Minkoameyos (Cameroun)**

René Joly ASSAKO ASSAKO (École Normale Supérieure de Yaoundé), Harold Gaël NJOUONANG DJOMO (Université Yaoundé 1, Cameroun)

### **Les défis de la résilience sociétale dans les territoires agricoles. Dépasser les frontières invisibles de la vulnérabilité systémique**

Franck DUBOIS (EA4177-CIMEOS-Université de Bourgogne, Agrosup Dijon)

### **La mobilité des personnes en situation de handicap au cours de leur vie**

Amélie ETCHEGARAY (UMR 151-LPED, CREA PACA et Corse)

### **L'usage de psychotropes, de la vulnérabilité sanitaire à la vulnérabilité sociale**

Eric GONDARD (EA 4584-LERSEM-Université Paul Valéry de Montpellier)

### **Déplacés et réfugiés du conflit casamançais à l'épreuve de la vulnérabilité**

Doudou Dièye GUEYE (LARSES-Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal)

### **Évaluation de la vulnérabilité socio-économique de la zone côtière de Skikda**

Rachid HADEF (Laboratoire Ville et Santé-Université Constantine 3, Algérie)

### **Assainir Alger de l'habitat précaire, devenir des ménages relogés ?**

Célia HADJ ALI, Karim CHENIKI, Louisa AMIRECHE (LVRGT-LRAU-Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene, Algérie)

### **Approche territoriale en protection de l'enfance : spécificités et vulnérabilités en milieux urbains, périurbains et ruraux**

Juliette HALIFAX (APRADIS Picardie), Eugénie TERRIER (ASKORIA, UMR CNRS 6590 ESO-Université Rennes 2)

### **La réalisation d'un Agriparc : mise en œuvre du concept de résilience auprès des habitants de la Métropole de Montpellier**

Hélène HOUDAYER (EA 4584-LERSEM-Université Paul Valéry de Montpellier)

### **Crise de propriété foncière et pullulation des quartiers spontanés dans l'espace urbanisé de Bouaké (Côte d'Ivoire)**

Kouakou Attien Jean-Michel KONAN, Lambert Yao KOUAME (Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

### **La vulnérabilité globale en zone côtière face au risque de submersion : le cas des rivages « les Sablettes » et « Mohammadia » en baie d'Alger**

Mohamed LARID, Lounis KERDEL (ENSSMAL, Alger)

### **Dengue, Chikungunya, Zika : agir sur le moustique ou prévenir le patient ? Les territoires français métropolitains colonisés par l'*Aedes albopictus*, entre vulnérabilités environnementale et sanitaire**

Marion LE TYRANT, Daniel BLEY (UMR 7300-ESPACE-Aix Marseille Université)

### **Le développement des nanotechnologies à Grenoble : quelle prise en compte de la vulnérabilité à l'échelle locale ?**

Cécile LIEVAL (UMR 5194-Pacte-Université de Grenoble Alpes)

### **Défiance et défaillance : des stratégies en marge de l'offre de soins public à Madagascar. Automédication et recours aux matrones**

Chiarella MATTERN, (Université Catholique de Louvain, Institut Pasteur de Madagascar), Dolorès POURLETTE, (CEPED, Université Catholique de Madagascar), Elliot RAKOTOMANANA (Institut Pasteur de Madagascar)

### **Contraintes environnementales, situations de vulnérabilité et appréhension de la situation et des enjeux de développement durable par les populations des villages Mpalla, Lobé et Mimbosso (Région du Sud-Cameroun)**

Moïse MVETUMBO, Antoine SCOPA, Pierre François EDONGO NTEDE (CASS-RT, Université de Yaoundé 1, Cameroun)

### **La vulnérabilité comme construction d'une cause. Le cas du syndicalisme des retraités**

Georges UBBIALI (UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne Franche-Comté)

18:15 : *Pot de convivialité*



## JEUDI 20 OCTOBRE 2016

### 09:00-12:00 Vulnérabilités sociales

❖ *Présidents : Francis AUBERT et Éric DOIDY*

**Vulnérabilité, connaissance et territoire : l'apport de Maurice Halbwachs**

Jean-Christophe MARCEL (UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne Franche-Comté)

**Vulnérabilité des quartiers prioritaires : stratégie d'identification pour faire face à la discrimination résidentielle perçue**

Laura DERVAL, André NDOBO, Ghozlane FLEURY-BAHI (EA4638-LPPL-Universités de Nantes et d'Angers)

**Les territoires périurbains, des espaces vulnérables... comme les autres ?**

Matthieu GATEAU (UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne Franche-Comté)

**Ben Gardane une ville frontalière vulnérable**

Taher DHIF ALLAH (Université de Sfax, Tunisie)

*10:30-11:00 : Pause café*

**Vulnérabilité et sentiment d'insécurité : les tactiques d'évitement de l'espace public des femmes sans abri**

Marine MAURIN (UMR 5283-Centre Max Weber-Université Jean Monnet de Saint-Étienne)

**Vulnérabilité sociale et territorialisation dans un centre commercial**

Thibaut BESOZZI (EA 3478-2L2S-Université de Lorraine)

**La route d'Apatou (Guyane), entre vecteur d'intégration et marqueur d'une frontière culturelle**

Guéda GADIO (CIC 1424-Guyane)

### 13:30-15:00 Vulnérabilités sociales

❖ *Présidente : Virginie DEJOUX*

**Quelle est notre représentation de la vulnérabilité quand l'accès à la solidarité devient une obligation de bénévolat ?**

Léila NADJI (LIPHA-Université Paris-Est Créteil)

**Parcours de vie et vieillissement en milieu rural**

Cécile LAGARDE (UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne Franche-Comté)

**Comment un modèle touristique crée une vulnérabilité territoriale ?**

Anouk BONNEMAINS (UMR 5204-EDYTEM-Université Savoie Mont Blanc)

### 16:00 Sortie thématique : Art, Vulnérabilités et Territoires

**Musée des Beaux-arts de Dijon : visite commentée sur le thème des vulnérabilités**

*19h - Cocktail dinatoire (sur inscription)*

## VENDREDI 21 OCTOBRE 2016

### 09:00-12:00 Adaptations, résilience, politiques publiques

❖ *Présidents : Jean-Christophe MARCEL et Matthieu GATEAU*

#### **De la vulnérabilité à la résilience : un changement de paradigme dans le monde humanitaire ?**

Benoît LALLAU (UMR 8019-Clersé-Université de Lille 1)

#### **Vulnérabilité territoriale et management public : une approche « non conventionnelle » de la résilience des villes**

Jean-Charles LARDIC (Ville de Marseille-Direction de la Prospective)

#### **Ergonomie spatiale et résilience : de nouvelles perspectives pour étayer une stratégie territoriale de réduction des risques**

Eliane PROPECK-ZIMMERMANN (UMR 7362-LIVE-Université de Strasbourg) Thierry SAINT-GERAND (UMR 6266-IDEES-Université de Caen), Hélène HANIOTOU (National Technical University of Athens), Eirini SKRIMIZEA (Gran Sasso Science Institute, Italie)

#### **Mourir avec les arbres ou leur survivre : la vulnérabilité des peuples forestiers**

Jacques TASSIN (UPR BSEF (CIRAD), Montpellier)

*10:30-11:00 : Pause café*

#### **Vulnérabilité des ménages et déclassement social : quelles stratégies pour quels territoires ?**

Olivier BALLESTA, Aurélie CARIMENTRAND (UMR 5319 PASSAGE-Université Bordeaux Montaigne), Elsa CAUSSE (EA7352-CHROME-Université de Nîmes), Florian DELERUE (EA 4592-Géoressources et Environnement-INP Bordeaux), Marie-Line FELONNEAU (EA 4139-Laboratoire de Psychologie-Université de Bordeaux), Sandrine GOMBERT-COURVOISIER, Francis RIBEYRE (UMR 5319-PASSAGE-Université de Bordeaux)

#### **Inégalité de niveau de vie et réponses des ménages de la Nouvelle-Calédonie**

Laure HADJ (FMSH, UMR 196-Ceped)

#### **Déforestation et vulnérabilité paramétrique des ménages dans la Réserve de Biosphère de Mananara Nord, Région Analanjifo, Madagascar**

Manohisoa RAKOTONDRABE (Université d'Antananarivo, Madagascar), Sigrid AUBERT (UPR Green (CIRAD), Montpellier), Jules RAZAFIARIJONA (Université d'Antananarivo, Madagascar), Jean-Pierre MÜLLER (UPR Green (CIRAD), Montpellier), Romaine RAMANANARIVO (Université d'Antananarivo, Madagascar)

### 14:00-15:30 Adaptations, résilience

❖ *Président : Dany LAPOSTOLLE*

#### **Perceptions de la vulnérabilité de Mafate et de ses habitants (La Réunion)**

Armelle KLEIN (IRD, Université de La Réunion), Frédéric SANDRON (IRD, UMR 196-CEPED)

#### **Processus systémiques de vulnérabilisation en territoire de montagne et dynamiques institutionnelles : le cas de la Haute-Romanche**

Frédéric BALLY, Denis LAFORGUE (EA 3706-LLSETI-Université Savoie Mont Blanc), Sandra LAVOREL (UMR 5553-LECA-Université Savoie Mont Blanc), Véronique PEYRACHE-GADEAU (UMR 5204-EDYTEM-Université Savoie Mont Blanc)

#### **La pollution des sols, une source de vulnérabilité pour les territoires. Les friches industrielles : témoins de la recomposition socio-économique du français**

Christine LAFEUILLE (EA 4477-TVES-Université de Lille 1), Pascale STEICHEN (UMR 7321-GREDEG-Université de Nice Sophia-Antipolis)

### 15:30-16:30 Clôture du colloque

*Par les organisateurs et remise du prix du poster*

# Index alphabétique des communications

<b>Résumés des communications orales .....</b>	<b>13</b>
<b>Dimensions de la vulnérabilité au paludisme dans deux zones de Madagascar. Apports d'une approche mixte .....</b>	<b>15</b>
Andry Herisoa ANDRIANASOLO, Emma RABOANARY, Chiarella MATTERN, Thomas KESTEMAN, Dolorès POURETTE, Christophe ROGIER .....	15
<b>Vulnérabilité des ménages et déclassement social : quelles stratégies pour quels territoires ? .....</b>	<b>16</b>
Olivier BALLESTA, Aurélie CARIMENTRAND, Elsa CAUSSE, Florian DELERUE, Marie-Line FELONNEAU, Sandrine GOMBERT- COURVOISIER, Francis RIBEYRE.....	16
<b>Processus systémiques de vulnérabilisation en territoire de montagne et dynamiques institutionnelles : le cas de la Haute- Romanche.....</b>	<b>17</b>
Frédéric BALLY, Denis LAFORGUE, Sandra LAVOREL, Véronique PEYRACHE-GADEAU .....	17
<b>Vulnérabilité sociale et territorialisation dans un centre commercial .....</b>	<b>18</b>
Thibaut BESOZZI.....	18
<b>Comment un modèle touristique crée une vulnérabilité territoriale ?.....</b>	<b>19</b>
Anouk BONNEMAINS .....	19
<b>Vulnérabilité climatique en Afrique. Le cas de Saint-Louis, Sénégal.....</b>	<b>20</b>
Adrien COLY, Fatimatou SALL .....	20
<b>Vulnérabilité des quartiers prioritaires : stratégie d'identification pour faire face à la discrimination résidentielle perçue .....</b>	<b>21</b>
Laura DERVAL, André NDOBO, Ghazlane FLEURY-BAHI .....	21
<b>Ben Gardane une ville frontalière vulnérable.....</b>	<b>22</b>
Taher DHIF ALLAH.....	22
<b>La route d'Apatou (Guyane), entre vecteur d'intégration et marqueur d'une frontière culturelle.....</b>	<b>23</b>
Guéda GADIO.....	23
<b>Les territoires périurbains, des espaces vulnérables... comme les autres ? .....</b>	<b>24</b>
Matthieu GATEAU.....	24
<b>Inégalité de niveau de vie et réponses des ménages de la Nouvelle-Calédonie .....</b>	<b>25</b>
Laure HADJ.....	25
<b>Perceptions de la vulnérabilité de Mafate et de ses habitants (La Réunion) .....</b>	<b>26</b>
Armelle KLEIN, Frédéric SANDRON .....	26
<b>Nanotechnologies et respect de l'environnement, une relation discutable .....</b>	<b>27</b>
Françoise LAFAYE, Delphine BURGUET.....	27
<b>La pollution des sols, une source de vulnérabilité pour les territoires. Les friches industrielles : témoins de la recomposi- tion socio-économique du territoire français.....</b>	<b>28</b>
Christine LAFEUILLE, Pascale STEICHEN .....	28
<b>Parcours de vie et vieillissement en milieu rural .....</b>	<b>29</b>
Cécile LAGARDE.....	29
<b>De la vulnérabilité à la résilience : un changement de paradigme dans le monde humanitaire ? .....</b>	<b>30</b>
Benoît LALLAU.....	30
<b>Vulnérabilité territoriale et management public : une approche « non conventionnelle » de la résilience des villes .....</b>	<b>31</b>
Jean-Charles LARDIC .....	31
<b>De la complexité territoriale à la vulnérabilité environnementale, quelle réflexion pour la compréhension des liens envi- ronnements – santé ? Questionnement à partir de retour d'expériences .....</b>	<b>32</b>
Gilles MIGNANT, Sandra PEREZ .....	32
<b>Vulnérabilité, connaissance et territoire : l'apport de Maurice Halbwachs .....</b>	<b>33</b>
Jean-Christophe MARCEL .....	33
<b>Les sociétés provençales face à la sécheresse : l'exemple de Marseille et de son territoire à la fin du Petit Âge de Glace (1700-1850, Sud-Est de la France).....</b>	<b>34</b>
Nicolas MAUGHAN .....	34
<b>Vulnérabilité et sentiment d'insécurité : les tactiques d'évitement de l'espace public des femmes sans-abri.....</b>	<b>35</b>
Marine MAURIN.....	35
<b>Quelle est notre représentation de la vulnérabilité quand l'accès à la solidarité devient une obligation de bénévolat ? ....</b>	<b>36</b>
Léïla NADJI.....	36
<b>La construction du territoire symbolique comme cause ou effet de l'activité sociale : la figure <i>Aedes albopictus</i> à l'assaut d'une commune du littoral atlantique français.....</b>	<b>37</b>
Dominique PECAUD.....	37
<b>Ergonomie spatiale et résilience : de nouvelles perspectives pour étayer une stratégie territoriale de réduction des risques.....</b>	<b>38</b>
Eliane PROPECK-ZIMMERMANN, Thierry SAINT-GERAND, Hélène HANIOTOU, Eirini SKRIMIZEA.....	38

<b>Déforestation et vulnérabilité paramétrique des ménages dans la Réserve de Biosphère de Mananara Nord, Région Analanjirofo, Madagascar .....</b>	<b>39</b>
Manohisoa RAKOTONDRABE, Sigrid AUBERT, Jules RAZAFIARJAONA, Jean-Pierre MÜLLER, Romaine RAMANANARIVO .....	39
<b>Mourir avec les arbres ou leur survivre : la vulnérabilité des peuples forestiers .....</b>	<b>40</b>
Jacques TASSIN .....	40
<b>Le risque d'incendie de forêt en Corse et en Sardaigne : par-delà la vulnérabilité environnementale, la fragilité sociale.</b>	<b>41</b>
Pauline VILAIN-CARLOTTI .....	41
<b>Approche interdisciplinaire de la notion de vulnérabilité : le projet DILEM appliqué aux interfaces « bâti/non bâti » en zone littorale méditerranéenne.....</b>	<b>42</b>
Christine VOIRON-CANICIO, Julien ANDRIEU, Daniel BLEY, Simona BONELLI, Matteo CAGLIONI, Célia DA COSTA PEREIRA, Giovanni FUSCO, Marco ISAIA, Diego MORENO, Christine PONCET, Anne RAINAUD, Andrea TETTAMANZI, Nicole VERNAZZA-LICHT .....	42
<b>Résumés des posters .....</b>	<b>43</b>
<b>L'organisation sociale <i>odjukru</i> au secours des personnes âgées vulnérables en Côte d'Ivoire .....</b>	<b>45</b>
Meless Siméon AKMEL.....	45
<b>Regards croisés sur les questions de vulnérabilité dans les transactions foncières dans les quartiers périphériques Djonassi et Minkoameyos (Cameroun).....</b>	<b>46</b>
René Joly ASSAKO ASSAKO, Harold Gaël NJOUONANG DJOMO .....	46
<b>Les défis de la résilience sociétale dans les territoires agricoles. Dépasser les frontières invisibles de la vulnérabilité systémique .....</b>	<b>47</b>
Franck DUBOIS .....	47
<b>La mobilité des personnes en situation de handicap au cours de leur vie.....</b>	<b>48</b>
Amélie ETCHEGARAY .....	48
<b>L'usage de psychotropes, de la vulnérabilité sanitaire à la vulnérabilité sociale .....</b>	<b>49</b>
Éric GONDARD .....	49
<b>Déplacés et réfugiés du conflit casamançais à l'épreuve de la vulnérabilité.....</b>	<b>50</b>
Doudou Dièye GUEYE .....	50
<b>Évaluation de la vulnérabilité socio-économique de la zone côtière de Skikda.....</b>	<b>51</b>
Rachid HADEF .....	51
<b>Assainir Alger de l'habitat précaire, devenir des ménages relogés ? .....</b>	<b>52</b>
Célia HADJ ALI, Karim CHENIKI, Louisa AMIRECHE .....	52
<b>Approche territoriale en protection de l'enfance : spécificités et vulnérabilités en milieux urbains, périurbains et ruraux.....</b>	<b>53</b>
Juliette HALIFAX, Eugénie TERRIER.....	53
<b>La réalisation d'un Agriparc : mise en œuvre du concept de résilience auprès des habitants de la Métropole de Montpellier.....</b>	<b>54</b>
Hélène HOUDAYER .....	54
<b>Crise de propriété foncière et pullulation des quartiers spontanés dans l'espace urbanisé de Bouaké (Côte d'Ivoire).....</b>	<b>55</b>
Kouakou Attien Jean-Michel KONAN, Lambert Yao KOUAME.....	55
<b>La vulnérabilité globale en zone côtière face au risque de submersion : le cas des rivages « les Sablettes » et « Mohammadia » en baie d'Alger .....</b>	<b>56</b>
Mohamed LARID, Lounis KERDEL .....	56
<b>Dengue, Chikungunya, Zika : agir sur le moustique ou prévenir le patient ? Les territoires français métropolitains colonisés par l'<i>Aedes albopictus</i>, entre vulnérabilités environnementale et sanitaire .....</b>	<b>57</b>
Marion LE TYRANT, Daniel BLEY .....	57
<b>Le développement des nanotechnologies à Grenoble : quelle prise en compte de la vulnérabilité à l'échelle locale ? .....</b>	<b>58</b>
Cécile LIEVAL .....	58
<b>Défiance et défaillance : des stratégies en marge de l'offre de soins publique à Madagascar. Automédication et recours aux matrones.....</b>	<b>59</b>
Chiarella MATTERN, Dolorès POURETTE, Elliot RAKOTOMANANA .....	59
<b>Contraintes environnementales, situations de vulnérabilité et appréhension de la situation et des enjeux de développement durable par les populations des villages Mpalla, Lobé et Mimbosso (Région du Sud-Cameroun).....</b>	<b>60</b>
Moïse MVETUMBO, Antoine SOCPA, Pierre François EDONGO NTEDE.....	60
<b>La vulnérabilité comme construction d'une cause. Le cas du syndicalisme des retraités .....</b>	<b>61</b>
Georges UBBIALI .....	61

## **Résumés des communications orales**



## Dimensions de la vulnérabilité au paludisme dans deux zones de Madagascar. Apports d'une approche mixte

*Andry Herisoa ANDRIANASOLO<sup>1</sup>, Emma RABOANARY<sup>2</sup>, Chiarella MATTERN<sup>2</sup>, Thomas KESTEMAN<sup>2</sup>, Dolorès POURETTE<sup>3</sup>, Christophe ROGIER<sup>2</sup>*

Contact : andryhmangamaso@gmail.com

<sup>1</sup> UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne, Institut Pasteur de Madagascar

<sup>2</sup> Institut Pasteur de Madagascar

<sup>3</sup> UMR 196-Ceped, Université Catholique de Madagascar

### Mots-clefs

Paludisme, risque, vulnérabilité, recours aux soins, prévention

De nombreuses maladies peuvent avoir un impact important sur la santé des populations, en particulier lorsque leur prise en charge ou des comportements individuels sont inappropriés. La défaillance des systèmes de santé ou leur inaccessibilité rendent les populations plus vulnérables. En matière de maladies transmissibles, la vulnérabilité dépend du risque d'être infecté et du niveau de fragilité, individuelle ou collective. La présente étude visait à identifier les déterminants de la vulnérabilité de populations de Madagascar au paludisme, en analysant le contexte et les comportements de prévention et de recours aux soins en cas de fièvre. Une étude quantitative sur 4 259 personnes de 803 ménages a été combinée à une étude qualitative reposant sur une cinquantaine d'entretiens, dans deux zones, Ankazobe (Hautes Terres) et Brickaville (côte est), où le risque de paludisme et les contextes psycho-sociaux différaient. Les données ont été collectées en 2014 dans le cadre d'une étude pluridisciplinaire, multicentrique et internationale (projet PALEVALUT) pour laquelle un questionnaire et des guides d'entretien ont été développés, standardisés et validés.

Brickaville, aux conditions bio-climatiques (chaudes et humides) plus favorables au développement des moustiques vecteurs du paludisme, se distingue par une plus grande fréquence de survenue de fièvres et de connaissance d'un décédé du paludisme. La perception du risque et de la dangerosité du paludisme, la citation de fausses croyances au sujet de la maladie, l'utilisation de moustiquaires, le recours à un professionnel de santé et à un test sanguin pour le diagnostic parasitologique, et le paiement de frais pour la prise en charge en cas de fièvre y sont également plus développés. En revanche, à Ankazobe, l'exposition à l'éducation à la santé, la compréhension du paludisme, le recours à un agent communautaire et la prise d'une association thérapeutique à base d'artémisinine en cas de prise d'antipaludique sont significativement moins présents. Ainsi, dans la zone où le risque de paludisme était le plus élevé, certaines connaissances, attitudes et pratiques associées à la prévention ou au traitement étaient plus fréquentes alors que d'autres, notamment en matière thérapeutique, étaient plus souvent inappropriées. L'écosystème, la disponibilité, l'accessibilité et la nature des lieux de recours, l'exposition à l'éducation à la santé, les pratiques médicales des soignants et des patients différaient significativement dans ces sites distants de moins de 300 km ou entre des sous-populations d'un même site. Ces déterminants de la vulnérabilité au paludisme, multidimensionnels et complexes, seront présentés et discutés sur les plans quantitatifs et qualitatifs.

### Notes

## Vulnérabilité des ménages et déclassement social : quelles stratégies pour quels territoires ?

*Olivier BALLESTA*<sup>1a</sup>, *Aurélie CARIMENTRAND*<sup>1a</sup>, *Elsa CAUSSE*<sup>2b</sup>, *Florian DELERUE*<sup>3c</sup>, *Marie-Line FELONNEAU*<sup>4d</sup>, *Sandrine GOMBERT-COURVOISIER*<sup>1c</sup>, *Francis RIBEYRE*<sup>1c</sup>

Contact : sandrine.gombert-courvoisier@ensegid.fr

<sup>1</sup> URM 5319 PASSAGE

<sup>2</sup> EA 7352 CHROME

<sup>3</sup> EA 4592 Géoressources et Environnement

<sup>4</sup> EA 4139 Laboratoire de Psychologie

### Mots-clefs

Vulnérabilité, déclassement social, gradient d'urbanité, comportements écologiques

La France se trouve actuellement dans un contexte de transition sociale, économique et écologique impliquant une réorganisation des modes de consommation des ménages. La qualité de vie de certains ménages risque de se dégrader fortement sous l'effet de certains perturbateurs. Les perturbateurs sont définis comme des causes de différentes natures pouvant conduire à un changement structurel et/ou fonctionnel peu réversible, généralement perçu de façon négative par les individus (perte de revenus, séparations familiales, retraite, déménagement subi). Ces perturbateurs peuvent alors conduire les ménages les plus vulnérables à une réduction des biens et services auxquels ils avaient auparavant accès, provoquant alors un sentiment de déclassement social. Peu de recherches visent à cerner les conséquences de ces changements de consommation contraints et les stratégies adaptatives des ménages pour maintenir un niveau de qualité de vie satisfaisant. Dans ce contexte, nous cherchons à comprendre en quoi l'adoption de comportements écologiques peut apporter des solutions territorialisées pour maintenir l'accès à certains biens et services ou les substituer, et pallier au sentiment de déclassement social et à la dégradation de l'estime de soi.

La diversité des territoires apparaît comme un élément-clé pour aborder la question des perturbateurs et de la vulnérabilité des populations. Dans le projet de recherche INOVE.COM, trois territoires sont choisis selon un gradient d'urbanité et des dynamiques socioéconomiques spécifiques. Le premier concerne la Métropole de Bordeaux et plus spécifiquement sa commune-centre, théâtre d'importantes recompositions affectant à la fois sa structure urbaine et sa population résidente. Les perturbateurs peuvent alors être la densification urbaine, la requalification et la gentrification de certains quartiers excluant certaines catégories de la population des centres urbains. Le deuxième territoire se situe dans la couronne périurbaine du pôle bordelais : la communauté de communes du Créonnais affiche depuis une vingtaine d'années une croissance démographique extrêmement soutenue liée à l'installation de ménages de la classe moyenne travaillant dans le pôle bordelais. Les perturbateurs peuvent alors être associés à l'accession à la propriété loin de la zone d'emploi. Le troisième territoire, la communauté de communes du Pays Foyen, s'inscrit davantage dans l'ombre de la métropolisation du territoire girondin et doit aujourd'hui faire face à des problèmes de marginalisation. Les perturbateurs associés sont liés à la crise de l'emploi, la paupérisation et l'éloignement des services.

### Notes



## Processus systémiques de vulnérabilisation en territoire de montagne et dynamiques institutionnelles : le cas de la Haute-Romanche

*Frédéric BALLY*<sup>1</sup>, *Denis LAFORGUE*<sup>1</sup>, *Sandra LAVOREL*<sup>2</sup>, *Véronique PEYRACHE-GADEAU*<sup>3</sup>

Contact : bally.frederic@gmail.com

<sup>1</sup> EA 3706-LLSETI-Université Savoie Mont Blanc

<sup>2</sup> UMR 5553-LECA-Université Savoie Mont Blanc

<sup>3</sup> UMR 5204-EDYTEM-Université Savoie Mont Blanc

### Mots-clefs

Vulnérabilité, territoire de montagne, acteurs ordinaires, exclusion, résilience

Si le contexte économique actuel invite à se pencher sur les vulnérabilités individuelles et les processus de désaffiliation (Castel, 1994), la prise en compte des territoires accentue ces phénomènes. La littérature sociologique et géographique renvoie aux inégalités spatiales et économiques subies par les acteurs habitant dans les milieux ruraux, et invite à réfléchir aux inégalités écologiques et sociales qui caractérisent ces territoires, conduisant ainsi à vulnérabiliser certains habitants.

La vallée de Haute-Romanche, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, est à ce titre particulièrement intéressante. Situé à la frontière de la région Rhône-Alpes, ce territoire de montagne est traversé par la route RD 1091 qui relie (notamment) les communes de La Grave et de Villar d'Arène à l'Isère. Le 10 avril 2015, la route est fermée par arrêté préfectoral, en raison du danger de glissement de terrain sur la montagne. Ce territoire de confins, par les découpages administratifs, identifié à une position très périphérique relativement aux villes de Grenoble vers l'ouest et de Briançon vers l'est, territoire d'entre-deux, proche de la frontière italienne, et généralement présenté comme une vallée de transit, dès lors que le passage est coupé, est vécu comme un espace de relégation. L'isolement joue alors comme facteur déclencheur de vulnérabilités systémiques qui, en quelques mois après la « crise » vont s'autoalimenter.

Analysant le processus de vulnérabilisation économique, sociale, sanitaire, énergétique, mais aussi politique de ce territoire, nous mettrons en lumière la manière dont différentes catégories d'acteurs font l'expérience des effets induits, en cascade, dans leur quotidien. Se dessinent alors tout autant l'empowerment de citoyens, montés en collectif pour faire pression sur les institutions politiques, que l'émergence d'acteurs durablement affaiblis. Cette étude, objet d'une recherche pluridisciplinaire en cours, nourrie par des regards politiques, économiques, écologiques, sociaux et géographiques, sera le support d'une réflexion plus large d'une part sur le différentiel entre réponses attendues et apportées face à la crise d'un système territorial et d'autre part sur le caractère heuristique et les limites d'une approche en termes de résilience des institutions formelles et informelles d'un territoire vulnérabilisé.

### Notes

## Vulnérabilité sociale et territorialisation dans un centre commercial

Thibaut BESOZZI <sup>1</sup>

Contact : thibaut.besozzi@univ-lorraine.fr

<sup>1</sup> EA 3478-2L2S-Université de Lorraine

### Mots-clefs

Centre commercial, vulnérabilité sociale, appropriation, territorialisation

Nous avons récemment soutenu une thèse de sociologie intitulée « *Se faire une place* » dans un centre commercial : entre *déprise sociale*, *emprise spatiale* et *prises identitaires*. Cette recherche doctorale montre comment un centre commercial, localisé au centre-ville de Nancy, est approprié quotidiennement par des personnes âgées – retraitées d’origine populaire – et détourné en lieu de sociabilité à partir de la constitution de « petits salons » de discussion au sein des galeries marchandes.

En proie à un processus de déprise sociale suite à leur passage à la retraite, et/ou à l’épreuve du veuvage, ces personnes cumulent des conditions sociales de solitude et d’exclusion spatiale auxquelles s’ajoutent des difficultés économiques et parfois des problèmes de santé : les habitués du centre commercial se caractérisent donc par la vulnérabilité sociale qui les touche, largement due au processus de vieillissement. En ce sens, la *vulnérabilité sociale* est comprise dans le champ de la sociologie de l’exclusion, tant sur le plan objectif des conditions quotidiennes d’existence et des ruptures du lien social que sur le plan subjectif du sentiment d’invisibilité sociale.

À partir de ce travail ethnographique, basé sur une immersion de 8 mois dans ce centre commercial et l’observation plus ponctuelle d’autres *malls*, nous nous appuyerons sur nos observations et les entretiens qui ont été menés auprès des habitués retraités, mais aussi auprès des vigiles et de la direction des institutions économiques. Dans une optique microsociologique et interactionniste, il s’agira de montrer comment un espace à vocation marchande peut être transformé en « territoire » et recouvrir un ensemble de ressources (relationnelles, spatiales, et *in fine*, identitaires) permettant à un groupe d’habitueés de lutter contre leur vulnérabilité.

### Notes

## Comment un modèle touristique crée une vulnérabilité territoriale ?

Anouk BONNEMAINS <sup>1</sup>

Contact : anouk.bonnemains@aliceadsl.fr

<sup>1</sup> UMR 5204-EDYTEM-Université Savoie Mont Blanc

### Mots-clefs

Trajectoire de vulnérabilité, modèle de développement, sports d'hiver, spécialisation territoriale

Nous proposons de changer de regard sur un territoire touristique décrit par les acteurs des sports d'hiver comme une *success-story*, les stations de haute altitude de la vallée de la Tarentaise (Savoie). Ces huit sites concentrent 30 % de la fréquentation des sports d'hiver français, soit 220 stations (Domaines Skiables de France, 2011). Ces stations de haute altitude, pour acquérir cette performance économique, ont rigidifié leur modèle en le spécialisant sur une ressource naturelle unique : la neige, la pratique du ski étant considérée comme le seul levier de l'attractivité territorial par les acteurs de ce territoire. Ce modèle est particulièrement vulnérable aux changements globaux, et c'est uniquement par l'investissement massif dans la réponse à l'aléa climatique et à la demande touristique qu'il reste performant. Néanmoins, cette rentabilité économique devient de plus en plus difficile à maintenir du fait d'une diminution de la durée de la saison hivernale, conjonction d'un faible enneigement et d'une transformation des pratiques touristiques.

Il est cependant à noter que la plus grande vulnérabilité n'est pas à l'échelle de la station de sports d'hiver mais à l'échelle de la vallée. C'est sur ce périmètre que la spécialisation dans ce modèle de développement est la plus visible, du fait de la dépendance accrue de toute une vallée à une monoéconomie. Cette dernière a des conséquences multiples, notamment d'un point de vue cognitif, la majorité des acteurs (touristiques, territoriaux et populations locales et saisonnières) ayant une incapacité à penser un autre développement. Cette dépendance se retrouve également dans l'aménagement du territoire qui reste orienté avant tout pour les sports d'hiver. De ce fait, aucune autre activité n'a pu se développer sur ce territoire, ce qui ne permet pas une diversification de l'économie et des emplois. Les sports d'hiver entraînent également une pression foncière extrêmement forte. De plus, la richesse est concentrée sur un nombre restreint de communes (12 sont supports de stations de sports d'hiver alors que l'Assemblée des Pays Tarentaise-Vanoise en regroupe 43 en 2015), de très fortes disparités existent donc, renforcées par la présence de multinationales.

Cette présentation, issue de ma recherche doctorale, souhaite montrer que la vulnérabilité territoriale revêt de multiples dimensions à l'interaction des problématiques sociétales, économiques, politiques, cognitives et climatiques. Elle a également pour ambition de montrer que la résilience d'un modèle de développement à une échelle spatiale peut entraîner la vulnérabilité d'un territoire plus large qui s'accroît dans le temps.

### Notes

## Vulnérabilité climatique en Afrique. Le cas de Saint-Louis, Sénégal

Adrien COLY<sup>1</sup>, Fatimatou SALL<sup>1</sup>

Contact : salltima@gmail.com

<sup>1</sup> LEIDI-Université Gaston Berger, Sénégal

### Mots-clefs

Saint-Louis, cité d'eau, fait urbain, vulnérabilité climatique, gestion du risque

Saint-Louis du Sénégal figure parmi ces vieilles cités de la façade atlantique de l'Afrique de l'Ouest. Créée en 1659 sur l'île de Ndar, la ville s'est étendue progressivement en annexant le cordon littoral de la Langue de Barbarie et l'île de Sor. L'urbanisation se poursuit vers le nord-est et le sud, faisant de Saint-Louis une cité d'eau disloquée sur un territoire structuré entre le fleuve Sénégal et l'océan Atlantique. Elle fut capitale du Sénégal et de l'Afrique Occidentale Française (A.O.F.). Cette histoire marque le paysage urbain et l'architecture particulière de l'île de Ndar, qui reflètent ces péripéties historiques. La croissance démographique a été un moteur de l'extension urbaine qui fut accélérée par la sécheresse de la décennie 1980.

L'installation de la ville sur les « bouches » du fleuve Sénégal constituait un atout à l'époque du commerce transatlantique. Mais ce site amphibie pose la question de l'aménagement urbain et de la gestion des risques et des vulnérabilités. L'analyse montre une situation de risques multi-aléas caractérisée surtout, d'une part par les inondations liées aux crues du fleuve, aux fortes averses et à la submersion de quartiers par la mer, d'autre part par l'érosion du littoral. L'exposition à ces risques est le fruit d'une trajectoire urbaine diffuse marquée par une installation non planifiée sur des terrains non aménagés ou *non aedificandi* par des populations au revenu modeste. Le fait urbain a pour résultante une vulnérabilité notoire des populations face aux impacts du changement climatique.

La vulnérabilité est accentuée par la faiblesse du cadre de gestion des risques. Nonobstant l'existence de cadres dédiés à la prise en charge des différents problèmes d'environnement et de gestion urbaine, l'analyse montre que la gestion de la vulnérabilité urbaine est le fait de structures associatives fédérées autour de Conseils de quartiers qui œuvrent à l'échelon local avec des moyens presque inexistantes. Face à cette vulnérabilité institutionnelle, différents outils de gouvernance urbaine sont en cours d'implémentation afin de renforcer les stratégies d'adaptation d'une ville qui se réclame résiliente. Celles-ci concernent des actions d'aménagement, de développement institutionnel, de renforcement organisationnel, de développement socio-économique et de soutien des populations affectées.

### Notes

## **Vulnérabilité des quartiers prioritaires : stratégie d'identification pour faire face à la discrimination résidentielle perçue**

*Laura DERVAL<sup>1</sup>, André NDOBO<sup>1</sup>, Ghazlane FLEURY-BAHI<sup>1</sup>*

Contact : [laura.derval@univ-nantes.fr](mailto:laura.derval@univ-nantes.fr)

<sup>1</sup> EA4638-LPPL-Universités de Nantes et d'Angers

### **Mots-clefs**

Discrimination résidentielle perçue, quartiers prioritaires, stratégie, identification sociale

Cette communication s'intéresse aux inégalités entre territoires résidentiels et plus précisément à la perception de discrimination résidentielle dans les quartiers défavorisés. Elle questionne la vulnérabilité des habitants et leur capacité à faire face à leur condition défavorisée, en étudiant plus particulièrement le renforcement des liens au groupe d'appartenance pour compenser les effets négatifs de la discrimination perçue.

L'espace résidentiel français est ségrégué et inégalement doté en ressources. Certains espaces bénéficient des services de proximité et des équipements. Tandis que d'autres, comme les « Quartiers Prioritaires » dans les métropoles, cumulent des désavantages à plusieurs niveaux : économique, spatial et social. Cette ségrégation du territoire amène les individus à ressentir une discrimination vis-à-vis de leur lieu de vie et peut avoir pour conséquence d'affecter leur identité de lieu.

Pour faire face à cela, les habitants vont avoir recours à des stratégies dans le but d'atteindre une identité sociale positive. On peut ainsi présumer que le défaut d'attrait fonctionnel du quartier devrait conduire les résidents des quartiers prioritaires à exprimer leur attachement au lieu de résidence en valorisant des aspects tels que la sociabilité des lieux.

Il s'agit d'une enquête réalisée auprès des résidents Nantais. Elle se base sur un questionnaire composé d'items traitant de la discrimination perçue, de l'identification au lieu, de l'identification au groupe, de l'attachement au lieu et de la satisfaction résidentielle. Le recueil sur le terrain se répartit de façon équivalente entre les quartiers prioritaires et les quartiers non prioritaires.

Les premières analyses statistiques tendent à valider les tendances présumées.

### **Notes**

## Ben Gardane une ville frontalière vulnérable

Taher DHIF ALLAH<sup>1</sup>

Contact : tahardifallah@yahoo.fr

<sup>1</sup> Université de Sfax, Tunisie

### Mots-clefs

Ben Gardane, ville frontière, économie informelle, vulnérabilité

Située dans le Sud-Est tunisien, à 560 km de la capitale Tunis, et à 30 km du principal poste frontalier tuniso-libyen de « Ras Jedir », la ville frontalière de Ben Gardane a toujours été affectée par les répercussions des tensions politiques entre la Tunisie et la Libye. La situation socio-économique de la ville demeure vulnérable face à ces circonstances.

En 2011, suite à l'avènement de la révolution en Libye, la situation socio-économique au niveau de la ville devient critique et vulnérable. En effet, les fermetures successives des points frontaliers, pour des causes sécuritaires, ont pesé sur l'activité économique la ville de Ben Gardane, basée sur les échanges commerciaux avec la Libye. La nouvelle situation politique (la révolution libyenne) a eu des impacts négatifs sur l'économie et la société de la ville de Ben Gardane. Ainsi, des manifestations organisées dénoncent la vulnérabilité socio-économique de la ville, l'absence d'investissements étatiques et l'absence d'emplois.

La ville de Ben Gardane compte 4 707 chômeurs inscrits au Bureau d'emploi en 2013, dont la plupart (47 %) sont diplômés de l'université. Face à l'absence d'investissements publics en matière d'emploi, l'économie informelle (la contrebande et le commerce informel) accapare une grande partie du marché de l'emploi. Dans un rapport de décembre 2013, la Banque mondiale évoquait le chiffre de 20 % de la population active de Ben Gardane qui vivrait du marché noir.

La situation de marginalité et de vulnérabilité socio-économique de cette ville moyenne découle notamment des choix politiques de l'État tunisien depuis l'indépendance, engendrant un déséquilibre régional manifeste entre le littoral et les autres régions du pays en matière d'équipements, d'infrastructures et d'offres d'emploi.

Nous tenterons d'appréhender la vulnérabilité socio-économique de la ville de Ben Gardane face aux nouvelles circonstances et sa réappropriation par les différents acteurs (les habitants, les émigrés, l'État, la société civile, etc.).

### Notes

## La route d'Apatou (Guyane), entre vecteur d'intégration et marqueur d'une frontière culturelle

Guéda GADIO <sup>1</sup>

Contact : gueda.gadio@yahoo.fr

<sup>1</sup> CIC 1424-Guyane

### Mots-clefs

Route, isolat-social, Bushinengués, marginalité, vulnérabilité

La commune d'Apatou, territoire français situé sur le continent sud-américain, est un terrain d'observation privilégié pour traiter de la problématique « vulnérabilités et territoires ». Le village d'Apatou, créé en 1882, devient une commune française en 1976. Jusqu'au 9 mars 2010, seule la pirogue permettait de le rejoindre. Cette situation favorisa l'émergence d'une société relativement isolée, les Bushinengués (descendants d'esclaves ayant fui les systèmes de plantation durant la période esclavagiste). Les regroupements socio-culturels et socio-spatiaux apparaissant à Apatou ont fait émerger des isolats-sociaux. Nous entendons par isolat-social une zone spatiale délimitée géographiquement et culturellement regroupant essentiellement des personnes issues d'une même ethnie ou partageant les codes et valeurs du groupe ethnique dominant l'espace dans lequel elles se trouvent. L'inscription dans ces isolats-sociaux a renforcé la vulnérabilité d'une grande partie de la population, notamment celle installée aux abords du fleuve. L'enclavement de la commune a suscité la construction d'une route. L'une des raisons avancée par la Région pour justifier cette implantation était la volonté de « pallier » aux inégalités rencontrées par une population confrontée à une marginalité socio-spatiale et qui, par conséquent, se retrouve souvent en situation de vulnérabilité.

La communication porte sur l'impact de la création de cette route, car en dépit du désenclavement qu'elle offre à la commune d'Apatou, la reliant désormais au littoral guyanais, cette ville, naguère accessible uniquement par le fleuve, se heurte à des problèmes de plusieurs ordres pour sortir de sa marginalité. Notre analyse de la route en tant qu'agent renforçant la vulnérabilité d'une grande partie de la population d'Apatou résulte d'une recherche doctorale. Trois terrains ont été effectués sur une période de vingt-sept mois, respectivement avant, pendant et après la construction de cette route.

Notre présence à Apatou durant le processus de construction a permis de mettre en exergue que la route est un élément de la gestion territoriale au niveau départemental et communal. Mais parallèlement à ce constat, il apparaît une déstructuration de l'organe coutumier bushinengué. La route, tout en offrant une meilleure accessibilité aux personnes qui étaient socio-économiquement « bien » insérées, bouleverse la structure socio-spatiale des populations en situation de marginalité. Les analyses montrent que la route apparaît comme un révélateur du malaise social.

### Notes

## Les territoires périurbains, des espaces vulnérables... comme les autres ?

Matthieu GATEAU <sup>1</sup>

Contact : matthieu.gateau@u-bourgogne.fr

<sup>1</sup> UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne Franche-Comté

### Mots-clefs

Périurbain, vulnérabilité, classes sociales, sociabilité

Selon une certaine représentation médiatique, politique et même académique, les territoires périurbains sont présentés comme des espaces dominés qui concentreraient une population vulnérable, reléguée économiquement, socialement, spatialement et même politiquement. Ces territoires, parfois qualifiés de « tiers-espaces », verraient ainsi s'installer massivement une population composée de classes populaires en ascension modeste ou de classes moyennes parfois en déclassement. Situés dans des espaces intermédiaires, entre villes et campagnes comme à la lisière de pôles urbains, les territoires périurbains et leurs habitants seraient en partie engagés dans une logique d'exclusion sociale voire de précarisation pouvant conduire ces habitants de la « France périphérique » à la recherche de l'entre soi, à des comportements de repli sur eux-mêmes voire même de rejet des autres que traduirait un vote frontiste massif.

Si la vulnérabilité d'une partie de la population périurbaine est une réalité qui lui assure « une mauvaise presse » et qu'il ne saurait être ici question de « réhabiliter le périurbain », nous souhaitons toutefois nuancer le propos à partir de plusieurs indicateurs mettant au jour l'hétérogénéité des espaces périurbains, de ses occupants comme de leurs pratiques. Ainsi, on montrera que la vulnérabilité qui s'y déploie n'est pas spécifique à ce type de territoires mais qu'elle est corrélée à un contexte économique et social complexe qui voit par exemple certains de ces territoires, industriels et donc ouvriers, touchés de plein fouet par les effets de la « crise ». On essaiera aussi de comprendre pourquoi et comment diverses franges de la population, modestes, moyennes et même parfois supérieures, choisissent ou au contraire sont contraintes de s'établir dans ces espaces qu'il est par ailleurs difficile de qualifier. On soulignera enfin que si la vulnérabilité y est présente, comme ailleurs, elle n'est pas une fatalité comme en témoignent par exemple certaines pratiques de sociabilité qui permettent *in fine* de lutter contre l'isolement en créant de la solidarité et du lien social (relations de voisinage, vie associative dense, etc.). Pour ce faire, on mobilisera un corpus d'entretiens et d'observations constitué à partir de deux enquêtes de terrain effectuées depuis 2012 dans divers espaces périurbains répartis sur l'ensemble du territoire bourguignon.

### Notes



## Inégalité de niveau de vie et réponses des ménages de la Nouvelle-Calédonie

Laure HADJ<sup>1</sup>

Contact : laure.hadj@ceped.org

<sup>1</sup> FMSH, UMR 196-Ceped

### Mots-clefs

Inégalités territoriales, niveau de vie, réponses des ménages, Outre-mer, politique de développement

La Nouvelle-Calédonie marque sa spécificité dans les Outre-mer français. Située dans le Pacifique Sud, cette collectivité *sui generis* est engagée dans un processus d'autodétermination envers la France depuis 1988. Cette revendication portée par les indépendantistes résulte d'une volonté d'extraire la population autochtone, les Kanaks, d'un rapport de domination postcolonial. Ce processus s'accompagne d'une politique de rééquilibrage des inégalités entre les 3 provinces : le Nord et les Îles Loyauté, où respectivement 74 % et 97 % de la population se sont déclarés Kanaks au dernier recensement de la population ; en revanche la population de la province Sud est pluriethnique : seul 27 % se sont déclarés Kanaks. Les provinces disposent de larges compétences politiques favorables à la mise en œuvre du rééquilibrage.

Le rééquilibrage est amorcé en Nouvelle-Calédonie. Selon les recensements, en 2009, les populations du Nord et des Îles Loyauté sont plus souvent diplômés et en emploi qu'en 1989, mais le niveau de diplôme et le type d'emploi occupé restent plus faibles que ceux de la population du Sud. Ce rééquilibrage plus quantitatif que qualitatif se traduit dans le niveau de vie médian des ménages. Selon l'enquête Budget Consommation des Ménages (BCM), en 2008, il s'élève à 1 400 euros par mois dans le Sud ; montant 2 fois supérieur à celui du Nord et 2,5 fois supérieur à celui des Îles Loyauté. Une explication au maintien de cette inégalité est la co-existence de deux modèles économiques aux finalités différentes : l'économie domestique kanak et l'économie marchande.

Quelles sont les réponses des ménages les plus vulnérables face au maintien des inégalités en termes de niveau de vie ? Selon les données BCM-2008, leur budget s'articule entre les ressources monétaires et non monétaires (autoproduction, avantages en nature et prélèvement sur stock) et caractérise un système « hybride » entre les deux économies. Ce système peut être interprété comme une « réponse » des ménages. Cette approche semble adéquate pour contribuer à l'évaluation du rééquilibrage provincial, à la compréhension de l'articulation des solidarités (privées et publiques) et à participer à une réflexion épistémologique sur la notion de « réponses » des plus vulnérables.

### Notes

## Perceptions de la vulnérabilité de Mafate et de ses habitants (La Réunion)

*Armelle KLEIN*<sup>1</sup>, *Frédéric SANDRON*<sup>2</sup>

Contact : frederic.sandron@ird.fr

<sup>1</sup> IRD, Université de la Réunion

<sup>2</sup> UMR 196-Ceped

### Mots-clefs

Enclavement, montagne, perception, risque, vulnérabilité

Le territoire de Mafate à l'Ile de la Réunion est un espace naturel, un cirque d'une centaine de kilomètres carrés, sur lequel sont disséminés une dizaine de villages. Il s'agit d'un territoire montagneux très enclavé puisque aucune route ne le dessert et que plusieurs heures de marche sur des sentiers sont nécessaires pour y accéder.

Sans réseau d'électricité ni adduction d'eau potable, soumis aux risques naturels et climatiques, les quelque 750 habitants n'ont en outre que peu d'opportunités économiques sur place exceptés les emplois forestiers et l'hébergement en gîte des randonneurs.

Si les conditions de vie des Mafatais apparaissent objectivement rudes, il est plus difficile dans un contexte où la vulnérabilité est pluridimensionnelle d'en déceler précisément les facteurs constitutifs.

Sur la base d'entretiens semi-directifs menés auprès d'habitants de Mafate, de touristes de passage à Mafate et de Réunionnais hors de Mafate, l'objet de cette communication est donc de mieux saisir les perceptions et les représentations concernant les aspects les plus marquants de la vulnérabilité des habitants de Mafate mais aussi du territoire mafatais en tant qu'entité propre et spatialement délimitée.

### Notes

## Nanotechnologies et respect de l'environnement, une relation discutable

*Françoise LAFAYE<sup>1</sup>, Delphine BURGUET<sup>1</sup>*

Contact : Lafaye@entpe.fr

<sup>1</sup> URM 5600-EVS, ENTPE, Université de Lyon

### Mots-clefs

Nanotechnologies, environnement, risques, industrie

Les nanotechnologies constituent un enjeu au niveau mondial, un changement radical dans la manière de concevoir la matière et de la transformer, même si une définition caractérisant l'ensemble des substances chimiques à l'échelle du nanomètre n'est pas encore stabilisée. Les gouvernements des principaux pays développés ou émergents s'engagent dans une concurrence féroce, investissant des sommes importantes dans la recherche et le développement, comme par exemple les États-Unis qui, entre 2001 et 2013, y consacrent 18 billions de dollars. Pour certains, les nanotechnologies permettraient de résoudre des problèmes cruciaux. Le Japon y voit par exemple un moyen de redynamiser son industrie ou, de manière plus précise, de réduire sa dépendance énergétique.

Cependant, ce champ nouveau génère des incertitudes en matière de santé et d'environnement, que les gouvernements, les industriels et certains scientifiques ignorent, tant les recherches réalisées offrent de possibilités dans différents domaines d'application (médecine, militaire, etc.). Des propriétés, comme celle de franchir les barrières de protection des organismes vivants, prometteuses en matière de médecine, soulèvent cependant un certain nombre de questions qui, en l'état des connaissances, restent sans réponses. C'est ainsi que depuis plus de deux décennies, malgré le fait que les citoyens connaissent peu ou mal les nanotechnologies, se développent des controverses qui dénoncent les risques engendrées par ces technologies ou demandent une réduction des incertitudes avant l'utilisation de tels matériaux. Ces revendications s'expriment à diverses échelles – internationale, nationale voire locale – et sous formes de mobilisations, de dispositifs participatifs ou bien encore dans des rapports critiques sur des catégories particulières de nanotechnologies. En effet, les risques liés aux nanotechnologies restent diffus et mal connus même s'ils accompagnent nombre de domaines de notre vie quotidienne : tant l'agro-alimentaire que les cosmétiques. La mise sur le marché de produits contenant ce type de particule a souvent précédé leurs études toxicologiques.

À partir d'une recherche réalisée avec des chimistes français, nord-américains et japonais, Sustainable Manufacturing (SusManuf), portant sur la réalisation d'un matériau utilisant des nanotechnologies et présenté par ses concepteurs comme respectueux de l'environnement, nous montrerons comment les différents acteurs résolvent et/ou dénoncent ce qui apparaît pour certains comme un paradoxe. Nous analyserons les discours produits par des chercheurs, issus des controverses anti-nanos ou des industriels pour montrer les relations qu'ils établissent entre environnement et nanotechnologies.

### Notes

## **La pollution des sols, une source de vulnérabilité pour les territoires**

### **Les friches industrielles : témoins de la recomposition socio-économique du territoire français**

*Christine LAFEUILLE<sup>1</sup>, Pascale STEICHEN<sup>2</sup>*

Contact : pascale.steichen@unice.fr

<sup>1</sup> EA 4477-TVES-Université de Lille 1

<sup>2</sup> UMR 7321-GREDEG-Université de Nice Sophia-Antipolis

#### **Mots-clefs**

Friches industrielles, réhabilitation, nouveaux projets territoriaux, information, droit à un environnement sain

Parmi les friches urbaines, les friches industrielles sont les mieux connues. Elles sont la manifestation géographique de la désindustrialisation de la France. Alors que de véritables écosystèmes socio-économiques s'étaient formés, favorisant une vie sociale et locale rythmée par l'industrie, la disparition des activités industrielles a entraîné un délitement progressif de vastes territoires. Ce délitement se manifeste aujourd'hui par une diminution et un appauvrissement de la population confrontée à un chômage récurrent. Dans un premier temps, des politiques publiques sectorielles ont été déployées pour favoriser la création de nouvelles activités, la rénovation du bâti et plus largement le maintien souvent artificiel d'un écosystème devenu inadapté. Mais aujourd'hui, la diminution des crédits publics amène les pouvoirs publics eux-mêmes à désertier ces lieux. C'est ainsi qu'aux friches industrielles, puis aux friches d'habitats se sont ajoutées des friches hospitalières, judiciaires, scolaires, etc.

Au plan juridique, cette désaffectation territoriale est la résultante, notamment, d'un traitement inadapté et tardif des cessations d'activités industrielles. Si les projets de réaménagement sont aujourd'hui privilégiés, un encadrement précis de ces opérations s'avère nécessaire pour sécuriser la reconversion de ces friches.

Au plan européen, une politique de cohésion économique, sociale et territoriale, menée depuis les années 2000, vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des différentes régions. Il y aura lieu d'examiner si cette politique peut constituer, encore aujourd'hui, un tremplin pour lutter contre les différents types de friches. Au plan national, l'examen des mesures d'accompagnement des reconversions en matière d'urbanisme laisse apparaître un certain nombre de failles notamment en matière d'information du public. La vulnérabilité des territoires se conjugue alors avec les inégalités environnementales lorsque les pollutions perdurent.

#### **Notes**

## Parcours de vie et vieillissement en milieu rural

Cécile LAGARDE <sup>1</sup>

Contact : ce.lagarde@orange.fr

<sup>1</sup> UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne Franche-Comté

### Mots-clefs

Vieillesse, rural, personnes âgées

Les personnes âgées constituent, souvent *a priori*, une population vulnérable. De nombreux outils et grilles ont d'ailleurs été créés dans le but de mesurer le(s) risque(s) de vulnérabilité spécifique(s) : grille Fragire, AGGIR, Pathos, etc.

En France, les plus âgés sont surreprésentés dans les espaces à dominante rurale. Cette situation est le résultat de trois principaux processus interdépendants : un allongement de la durée de vie (mesuré par le biais de l'espérance de vie), un solde migratoire négatif (surplus de départs) des jeunes ménages et une faible natalité à l'origine d'un solde naturel également négatif (plus de décès que de naissances).

Il existe cependant des disparités importantes. Premièrement, d'un point de vue territorial : plus les zones se trouvent isolées et éloignées d'un pôle ou d'une couronne urbaine, plus la proportion et le nombre de personnes âgées sont importants. Deuxièmement ce même éloignement peut influencer de manière significative leurs conditions de vie et notamment les possibilités d'accès aux services spécifiques à leur tranche d'âges. Enfin, un troisième facteur de disparités est lié au type d'attache que les personnes entretiennent avec leur territoire, selon qu'elles y auront toujours vécu, qu'elles l'auront quitté puis retrouvé au moment de la retraite professionnelle ou qu'elles l'auront découvert à l'occasion de leur fin d'activité. De cette origine dépendront alors les ressources qu'elles pourront mobiliser ainsi que la manière dont elles les mobiliseront au moment de l'avancée en âge.

Nous montrerons comment ces différentes caractéristiques (géographique, individuelle et sociale et de maillage territorial) peuvent induire un risque accru de vulnérabilité ou au contraire, parfois, favoriser de bonnes conditions de vieillissement pour les personnes âgées vivant en milieu rural.

### Notes

## De la vulnérabilité à la résilience : un changement de paradigme dans le monde humanitaire ?

*Benoît LALLAU*<sup>1</sup>

Contact : benoit.lallau@univ-lille1.fr

<sup>1</sup> UMR 8019-Clersé-Université de Lille 1

### Mots-clefs

Résilience, action humanitaire, désastre, crise prolongée, vulnérabilité

Cette communication interrogera la montée en puissance de la notion de résilience dans les discours et les pratiques des acteurs du monde humanitaire, depuis le début des années 2010. Généralement définie comme capacité des ménages, des communautés, à faire face aux chocs et aux menaces, elle est présentée comme la notion intégratrice par excellence : elle doit permettre de faire le lien entre les temporalités de l'urgence et du développement ; elle doit mieux relier les trois principaux champs de l'appui : réduction des risques de désastres, adaptation au changement climatique, lutte contre la pauvreté ; elle doit aussi conduire à mieux coordonner les secteurs techniques (sécurité alimentaire, santé, assainissement, etc.) et les acteurs sur un même territoire ; enfin, ces acteurs de l'appui sont censés mieux s'appuyer sur les capacités locales, de communautés non passives face au malheur. Ce faisant, la résilience doit améliorer l'efficacité de l'aide, mieux prévenir les crises, et permettre un développement plus durable.

Il convient toutefois d'interroger ces promesses de la résilience. Les critiques, déjà nombreuses, sont de deux ordres. Sur un plan théorique, il plane sur cette notion le soupçon de n'être qu'un nouvel avatar néolibéral, légitimant le désengagement des bailleurs, et dédouanant le système économique et social de toute responsabilité dans la pauvreté persistante, la faim, etc. Sur un plan plus pratique, deux vastes chantiers demeurent : celui de la mesure d'une part (qu'est qu'une communauté résiliente ?) ; celui de la mise en œuvre d'autre part, tant on peine à concrétiser, sur le terrain, l'intégration.

Cette communication développera ces interrogations, et envisagera les conditions pour faire de la résilience autre chose qu'une métaphore poétique ou un alibi du désengagement. La réflexion est issue du travail mené au sein d'une petite équipe de recherche du Clersé, en partenariat avec des acteurs humanitaires et d'autres équipes de chercheurs. La communication s'appuiera en particulier sur le travail mené en République Centrafricaine, autour de la construction d'« observatoires de la résilience », et sur l'analyse des politiques « pro-résilience » au Sahel.

### Notes

## **Vulnérabilité territoriale et management public : une approche « non conventionnelle » de la résilience des villes**

*Jean-Charles LARDIC*<sup>1</sup>

Contact : jclardic@mairie-marseille.fr

<sup>1</sup> Ville de Marseille-Direction de la Prospective

### **Mots-clefs**

Systemique, créativité, numérique, management, expérimentation

Les territoires fondent de plus en plus leur viabilité, leur sécurité, leur « soutenabilité » sur des processus normatifs et des technologies : planification et contractualisation, *smart cities*, énergies renouvelables, systèmes financiers complexes, plans pour l'emploi, plans d'urgence et de secours.

Cette approche « sécuritaire » et techno centrée, souvent « descendante » voire centralisée, qui tend à être de plus en plus performante, peut engendrer au final, et par construction, une baisse de la résilience de notre société : elle fait en effet oublier en partie la « culture du risque » et perdre l'aptitude des villes à gérer les risques en dehors des procédures, surtout s'ils sont inattendus. Les diverses crises financières en sont des exemples. Le développement de l'intelligence artificielle pourra-t-il rendre notre société vraiment résiliente ? Et dans quelles conditions ?

En attendant, l'état de notre humanité et les risques croisés, multiformes qui pèsent sur elle, imposent d'avoir aussi recours aux capacités humaines d'adaptation et de créativité que peut lui apporter son intelligence collective. Mais la mobilisation de cette créativité territoriale, que ce soit par des processus de management innovants ou par une plus forte intervention des citoyens dans le contexte de la révolution numérique, se heurte à un système économique, juridique et institutionnel qui, protégeant encore le cloisonnement de notre société agonisante, et actant d'une partition des compétences entre les échelons territoriaux, reste peu propice à l'innovation systémique et à l'expérimentation.

La COP 21 est la parfaite illustration de l'affrontement de deux modèles de pensée : pourront-ils trouver leur complémentarité ou l'un prendra-t-il le pas sur l'autre ?

### **Notes**

## **De la complexité territoriale à la vulnérabilité environnementale, quelle réflexion pour la compréhension des liens environnements – santé ?**

### **Questionnement à partir de retour d'expériences**

*Gilles MAIGNANT<sup>1</sup>, Sandra PEREZ<sup>2</sup>*

Contact : [maignant@unice.fr](mailto:maignant@unice.fr)

<sup>1</sup> UMR 912-SESSTIM, Faculté de médecine de Nice

<sup>2</sup> UMR 7300-ESPACE-Université de Nice Sophia-Antipolis

#### **Mots-clefs**

Santé, territoire, échelle, environnement

L'objectif de cette communication est de questionner la pertinence théorique de la notion de territoire pour étudier les liens environnement – santé. En effet, de très nombreuses données environnementales sont collectées à une échelle spatiale spécifique alors même que la nature du paramètre mesuré imposerait de s'affranchir de la notion de territoire.

Cette complexité territoriale, couplée à la vulnérabilité environnementale des personnes montre que les liens environnements – santé méritent encore d'être approfondis afin de mieux estimer la vulnérabilité d'un territoire et des personnes qui le composent. Ainsi on s'intéressera notamment aux vulnérabilités différenciées tant d'un point de vue humain que territorial et on questionnera les liens qui les unissent.

Cette communication se veut avant tout méthodologique.

Elle s'appuiera d'une part sur un exemple de construction d'un observatoire environnements – santé et plus spécifiquement sur la pollution de l'air dans les Alpes-Maritimes, d'autre part sur des retours d'expériences menées à l'échelle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

#### **Notes**



## Vulnérabilité, connaissance et territoire : l'apport de Maurice Halbwachs

Jean-Christophe MARCEL <sup>1</sup>

Contact : jean-christophe.marcel@u-bourgogne.fr

<sup>1</sup> UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne Franche-Comté

### Mots-clefs

Halbwachs, connaissance, intégration, sociabilité, espace

Dans la lignée de Durkheim, Halbwachs (1877-1945) considère que les individus ne peuvent se faire une représentation claire et stable du monde, et par conséquent d'eux-mêmes, qu'au moyen de représentations collectives qui font d'eux des êtres sociaux. Plus ces représentations sont fortes, c'est-à-dire partagées par le plus grand nombre, et plus la conscience collective qui en résulte est présente en chacun, pour lui fournir les repères indispensables à son existence. L'apport d'Halbwachs consiste à postuler que la puissance cognitive d'une représentation collective lui vient de sa stabilité. Or ce qui dans la vie sociale est le plus stable est pour lui ce qui s'inscrit dans l'espace. En conséquence de quoi, pour exister, se sentir exister, et fournir à ses membres des motifs puissants de vouloir exister, un groupe doit se faire une représentation la plus claire possible de son « corps », c'est-à-dire de la distribution de sa population dans l'espace. Les représentations collectives spatiales constituent de ce fait des « représentations premières » dans la construction de la connaissance. Moins ces représentations sont stables et plus les individus et les groupes sont « vulnérables », c'est-à-dire ici en passe d'être « déclassés » pour Halbwachs, trop peu intégrés au sens de Durkheim. Ce qui les expose à toutes sortes de maux compris comme des « conséquences de l'exclusion » en langage moderne : fragilité psychologique et affective, mise à l'écart des cercles de sociabilité etc.

Or, pour Halbwachs la stabilité des représentations spatiales qui définissent un « territoire » social, dépend des « genres de vie », c'est-à-dire de l'action créatrice qui résulte du mode de rencontre des individus dans l'espace ; c'est-à-dire des formes spatiales qui configurent leur sociabilité et tous les produits matériels, mentaux, cognitifs, psychologiques, qui en résultent. Plus ces relations spatialement configurées sont éphémères et superficielles, plus les représentations spatiales sont floues, et plus l'individu est vulnérable. Ce résultat pourrait constituer le sous-bassement théorique d'un programme de recherche pour étudier le rapport au territoire des groupes au prisme de leur sociabilité, et tâcher d'identifier ce qui dans notre monde contemporain (dans les aires dites « péri-urbaines » par exemple) entrave ou non la constitution d'une représentation efficiente, en terme d'intégration, du « territoire ».

### Notes

### **Les sociétés provençales face à la sécheresse : l'exemple de Marseille et de son territoire à la fin du Petit Âge de Glace (1700-1850, Sud-Est de la France)**

*Nicolas MAUGHAN*<sup>1</sup>

Contact : nicolas.maughan@gmail.com

<sup>1</sup> UMR 7373-ECCOREV-Université d'Aix-Marseille

#### **Mots-clefs**

Eau, pénurie, Provence, résilience, urbanisme, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, Méditerranée

Les sécheresses chroniques, estivales et hivernales, sont une des caractéristiques du climat méditerranéen, et les sociétés tant urbaines que rurales ont toujours dû faire face à des pénuries d'eau qui ont bien souvent contraint leur installation et leur développement depuis la période antique. Cependant, dans le cas de la Provence (sud-est de la France), des travaux récents ont mis en évidence l'ampleur des fluctuations climatiques du XVIII<sup>e</sup> siècle et les sécheresses répétées et inédites de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle causées par un Petit Âge de Glace (PAG) qui ne peut plus être décrit uniquement comme une vaste période froide et humide. Ces variations sont liées à une phase sévère du PAG débutant au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle en Méditerranée occidentale et marquée par des épisodes pluri-décennaux de périodes de forte hydraulicité et de sécheresses récurrentes. Et, si le XIX<sup>e</sup> siècle peut apparaître comme l'acmé de cette période, sa chronologie détaillée montre une opposition entre une phase très sèche centrée autour des années 1800-1830 et une phase plus humide à partir de 1845.

On peut donc légitimement s'interroger sur l'impact de telles fluctuations à l'aube d'un siècle de transformations industrielles mais surtout de mutations urbaines et sanitaires. Tout d'abord, est-il possible de faire ressortir dans le discours des savants et ingénieurs de cette région une perception particulière de ce qui apparaît comme une majoration de la vulnérabilité climatique à cette période ? Les « accidents » climatiques récurrents du XVIII<sup>e</sup> siècle ont-ils marqué une étape dans la compréhension de cette vulnérabilité ou bien ont-ils été simplement perçus comme une simple contrainte chronique ? Enfin, les trois premières décennies sèches du XIX<sup>e</sup> siècle ont-elles initié une prise de conscience inédite des sociétés provençales en ce qui concerne les risques liés à la raréfaction d'une ressource naturelle, en l'occurrence l'eau, les poussant ainsi à entamer des procédures pour diversifier et sécuriser leur approvisionnement ?

Pour tenter de répondre à ces questions, notre intervention sera scindée en trois grandes parties thématiques. Premièrement, après avoir présenté de manière précise l'originalité du contexte hydro-climatique de la Provence au XVIII<sup>e</sup> siècle et pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (basée sur l'analyse d'une longue série d'archives météorologiques locales), nous analyserons l'impact des sécheresses de cette période sur le discours des érudits et savants locaux, géographes, ingénieurs, médecins ou pharmaciens, et sur leur perception des conséquences sur la dynamique générale des sociétés locales. Puis, nous verrons de quelle manière cette vulnérabilité agricole et sanitaire, mais aussi industrielle, accrue de la ville de Marseille et de son territoire due aux pénuries d'eau a influencé de manière inédite les choix d'aménagement urbain, en particulier la sécurisation de l'approvisionnement en eau, longtemps ajournée.

#### **Notes**

## **Vulnérabilité et sentiment d'insécurité : les tactiques d'évitement de l'espace public des femmes sans-abri**

*Marine MAURIN*<sup>1</sup>

Contact : marinemaurin@hotmail.fr

<sup>1</sup> UMR 5283-Centre Max Weber-Université Jean Monnet de Saint-Étienne

### **Mots-clefs**

Femmes sans-abri, vulnérabilité, représentations, espaces publics, tactiques

À la différence des études sociologiques sur l'espace urbain comme espace émancipateur et porteur de processus d'individuation, les études sur les femmes dans les espaces publics ont montré que cette « inattention civile » propre au mode de vie urbain ne concernait pas les femmes car elles n'étaient pas perçues comme des individus mais comme des femmes. Aujourd'hui, même si elles ne sont plus cantonnées au foyer, qu'elles travaillent et circulent dans la ville, la mixité de l'espace public ne signifie pas pour autant une dégenrison des pratiques et des représentations de l'espace public, notamment en termes d'insécurité. Les femmes gardent à l'esprit qu'elles risquent de subir des violences et s'engagent dans des pratiques d'évitement.

Or, lorsque l'on se retrouve sans abri, éviter l'espace public devient complexe. Comment ces femmes sans-abri éprouvent-elles la ville ? Comment peuvent-elles éviter de se retrouver dans les espaces publics malgré leur absence de domicile ?

À partir d'une enquête ethnographique menée en France et au Québec, nous reviendrons sur ce sentiment d'insécurité et de vulnérabilité que les femmes sans-abri disent éprouver lorsqu'elles se retrouvent dehors la nuit. Complémentairement, nous verrons que cette peur sexuée engage la mise en œuvre de tactiques pour éviter de dormir dehors et/ou se protéger face aux risques de la rue.

De plus, nous verrons que cette représentation de la vulnérabilité sociale des femmes semble être partagée par les professionnels de l'urgence sociale puisqu'elle guide en partie leurs actions de mise à l'abri.

### **Notes**

## Quelle est notre représentation de la vulnérabilité quand l'accès à la solidarité devient une obligation de bénévolat ?

Léila NADJI <sup>1</sup>

Contact : leila.nadji@free.fr

<sup>1</sup> LIPHA-Université Paris-Est Créteil

### Mots-clefs

Obsolescence, dignité, assistance, éthique

Nous nous intéressons, d'un point de vue éthique, à des questions relatives à la vie sociale, particulièrement au monde du travail à l'ère numérique. Cette approche nous fait intégrer la situation des personnes qui sont sans emploi et des plus précaires. Nous faisons l'hypothèse que l'obsolescence de l'homme, telle que définie par Günther Anders, est le nouveau paradigme pour appréhender cet aspect de la vie sociale. L'homme en serait alors expulsé, on ne s'intéresserait plus à son devenir pris dans une dimension et par de nouveaux outils qui nous dépassent. Notre conception du monde du travail, comme un tout consistant et complexe, englobe les personnes en recherche d'emploi ou en grande précarité malgré un emploi et recevant le revenu de solidarité active (RSA).

Le débat dans l'actualité récente autour du bénévolat obligé pour les bénéficiaires d'une aide, laisse entendre une représentation de plus en plus inquiétante, car délétère, de la vulnérabilité, sous-tendue par l'idée d'un bénéfice sans retour du fait d'une « assistance injuste ». Dans certains territoires les discours politiques véhiculent une opinion généralisée qui semble remettre en cause l'aide solidaire placée sous l'angle d'un don injuste ou injustifié, sans véritablement prendre en considération les situations vécues par les individus alors ignorés. Cette nouvelle forme de redevabilité n'entraîne-t-elle pas un renforcement de la fragilité des personnes ? Derrière une apparente volonté de reconstruire un lien social et redonner une possibilité de rester dans la vie active, il est possible de soulever bon nombre de questions éthiques essentielles en rapport avec l'illusion d'une dignité retrouvée. Une personne vulnérable n'est-elle pas une personne qu'il est facile d'atteindre et de blesser, et de ce fait, sera-t-elle dans la possibilité de bénéficier d'une amélioration ou au contraire ne sentira-t-elle pas encore plus démunie et exclue ? Quand les élus en appellent à « l'initiation de cercle vertueux » qui permettrait de passer d'un « statut d'usager » à celui de « bénévole actif et reconnu », que faut-il penser ? Ce paradoxe de bénévolat obligatoire interroge profondément notre représentation actuelle des vulnérabilités.

À travers ces exemples nous tâcherons de montrer combien l'illusion de bien faire se retrouve aujourd'hui diluée quand la gestion des actions est intégrée dans des algorithmes, au lieu d'être confrontée à l'agir humain.

### Notes

## La construction du territoire symbolique comme cause ou effet de l'activité sociale : la figure *Ædes albopictus* à l'assaut d'une commune du littoral atlantique français

Dominique PECAUD<sup>1</sup>

Contact : dominique.pecaud@univ-nantes.fr

<sup>1</sup> EA 1161-Centre François Viète-Université de Nantes

### Mots-clefs

Territoire symbolique, prévention des risques, précautions, décision, mémoire

L'installation en France métropolitaine du moustique-tigre, l'*Ædes albopictus*, s'apparente aux effets objectifs du changement climatique. À travers la réception sociale de l'événement se dessinent des territoires réels et symboliques en évolution asynchrone. Des recherches que nous menons depuis plusieurs années tentent de comprendre le lien supposé entre l'arrivée de ce moustique, les différentes connaissances que partagent les populations à propos du phénomène, les enjeux de la présence du moustique en matière de prévention des risques, et les qualités attribuées à la mise en œuvre de pratiques positives de prévention ou le maintien de pratiques traditionnelles de précaution.

La communication répond à deux objectifs. Le premier vise à établir un état des lieux du *territoire* symbolique qui se construit autour d'*Ædes albopictus* dans une commune du littoral atlantique français (Les Moutiers-en-Retz, Loire-Atlantique). Il concerne l'influence des différentes connaissances concernant ce phénomène prévisible sur les pratiques de précaution que peuvent adopter les habitants à son sujet. Le paradigme utilisé est celui de la construction d'un *dispositif*. Il passe par l'inventaire d'un agencement de techniques instrumentales de prévention des risques prises dans le cadre de la lutte antivectorielle, mais aussi de pratiques de précaution adoptées de manière coutumière par les *résidents*. L'inventaire porte aussi bien sur les manifestations de l'intensité de la conscience d'autres risques avérés, comme ceux, par exemple, des submersions marines, que sur le souci de vivre une vie sans contrainte en exigeant de l'État et de ses déclinaisons une protection en toute circonstance. Le second consiste à poser des questions épistémologiques sur la manière dont sont prises des décisions individuelles et collectives en matière de prévention de risques sanitaires. La problématique concerne la production de connaissances valides scientifiquement. Elle porte sur la compréhension de l'activité sociale comme porteuse d'un sens commun inhérent à des effets pratiques, mais aussi sur l'estimation du poids politique des connaissances savantes ou ordinaires en matière de prévention des risques. Elle s'intéresse aussi à la construction mentale et sensible du *territoire* et à la manière dont d'éventuels dangers ou protections particulières lui sont attribués. Les événements locaux réels ou imaginaires mis en récit concernent aussi bien la « saison touristique » que les submersions, les pollutions, la modification des paysages, l'apparition d'espèces végétales ou animales dites invasives.

Derrière ces dimensions et dynamiques du sens commun attribué au territoire, nous chercherons à mieux comprendre le rôle de la mémoire, des récits et de leur transmission, celui de la formation des représentations collectives et de leur usage politique, celui du droit et de ses applications. L'appropriation mentale des transformations visibles de l'espace urbain ou naturel, le rythme des événements et de leur mise en connaissance se présentent selon des ordres d'apparition temporelle asynchrone nourrissant et perturbant la création d'un classement implicite de leur importance aux yeux des résidents.

### Notes

## Ergonomie spatiale et résilience : de nouvelles perspectives pour étayer une stratégie territoriale de réduction des risques

*Eliane PROPECK-ZIMMERMANN*<sup>1</sup>, *Thierry SAINT-GÉRAND*<sup>2</sup>, *Hélène HANIOTOU*<sup>3</sup>, *Eirini SKRIMIZEA*<sup>4</sup>

Contact : eliane.propeck@live-cnrs.unistra.fr

<sup>1</sup> UMR 7362-LIVE-Université de Strasbourg

<sup>2</sup> UMR 6266-IDEES-Université de Caen

<sup>3</sup> National Technical University of Athens

<sup>4</sup> Gran Sasso Science Institute, Italie

### Mots-clefs

Vulnérabilité, résilience, ergonomie spatiale, interaction, système territorial

Vulnérabilité et résilience apparaissent, dans les travaux scientifiques, à la fois opposées et complémentaires, la première renvoyant principalement à des facteurs de résistance, la deuxième à des facteurs d'adaptation. Elles présentent cependant des similitudes et des zones de recoupement, possédant toutes les deux une double dimension physique et sociale. Vulnérabilité et résilience ne sont ainsi pas à considérer selon une logique binaire où l'une serait l'opposée de l'autre, et traitée séparément selon des critères distincts. Nous proposons une réflexion sur leurs interactions à différentes échelles d'espace et de temps à travers la modélisation d'un « ensemble d'antagonismes liés ». Une telle modélisation invite à appréhender l'articulation des composantes physique, sociales et organisationnelles pour construire une information de synthèse aidant au développement de stratégies de résilience au sein des territoires.

La résilience permet d'ouvrir de nouvelles perspectives d'analyse et de gestion des risques par une approche systémique et dynamique où le territoire est placé au cœur de l'analyse. Cela demande de définir un nouveau cadre conceptuel d'appréhension de l'articulation aléa/vulnérabilité/résilience, dans lequel le concept d'ergonomie spatiale pourrait apporter une aide à la définition de stratégies opérationnelles de résilience. Le recours à l'ergonomie spatiale dans la problématique vulnérabilité/résilience territoriales repose sur l'hypothèse maîtresse que la capacité de résilience d'un territoire, après une perturbation, dépend largement de son fonctionnement global avant et pendant l'événement catastrophique. Nous considérons ainsi que la capacité d'un territoire à récupérer ses fonctions vitales après une catastrophe dépend de sa performance globale à mettre à disposition des ressources (au sens large) en période normale. Il s'agit ainsi de modéliser un système de contraintes spatiales, fonctionnelles et de coûts, conditionnant à différentes échelles d'espace et de temps l'accès aux ressources d'un territoire, par sa population et ses acteurs décideurs, en situation ordinaire et en situation dégradée.

Nous présentons une première exploration de la capacité qu'offre le rapprochement « ergonomie spatiale/résilience territoriale » à produire de nouveaux modes de compréhension de la résilience, à identifier les points d'appui de la résilience dans un territoire et à aider à l'action.

### Notes

## Déforestation et vulnérabilité paramétrique des ménages dans la Réserve de Biosphère de Mananara Nord, Région Analanjirofo, Madagascar

*Manohisoa RAKOTONDRABE*<sup>1</sup>, *Sigrïd AUBERT*<sup>2</sup>, *Jules RAZAFIARIJAONA*<sup>1</sup>, *Jean-Pierre MÜLLER*<sup>2</sup>, *Romaine RAMANANARIVO*<sup>1</sup>

Contact : rbmanohisoa@gmail.com

<sup>1</sup> Université d'Antananarivo, Madagascar

<sup>2</sup> UPR Green (CIRAD), Montpellier

### Mots-clefs

Réserve de Biosphère de Mananara Nord, tavy, vulnérabilité, résilience

La Réserve de Biosphère de Mananara Nord (RBMN), se situant dans la partie nord-est de Madagascar, est l'une des zones les plus riches du pays, tant en ressources forestières et minières qu'en produits de rente dont la vanille et le girofle. Toutefois, malgré cette potentialité, beaucoup de ménages agricoles sont exposés à divers aléas écologiques, économiques et politiques qui les rendent de plus en plus vulnérables, notamment au regard de l'importance de la croissance démographique (3 % par an). Dans cette région très enclavée, le passage fréquent de cyclones et la variabilité climatique ont des impacts conséquents sur la production agricole ; la fluctuation des prix et des rendements des produits soumettent les ménages à de nombreuses incertitudes qui les placent dans une situation de précarité économique alors que l'État ne parvient pas, dans un contexte de crise politique chronique, à assumer dans la région l'ensemble de ses prérogatives régaliennes. Cette situation conduit les ménages à accroître leurs pressions sur les ressources naturelles renouvelables malgré les dispositifs de protection mis en place dans le cadre de la réserve de biosphère (parc national et transferts de gestion des forêts aux communautés locales).

À travers le cadre d'analyse des moyens d'existence proposé par le Department For International Development (DFID), cette étude s'attèle à analyser les points de vue que les ménages de la zone portent sur leur vulnérabilité. Les stratégies que les ménages développent simultanément dans les trois types de socio-écosystèmes (SES) composant le territoire de la RBMN permettent d'apprécier les tenants et les aboutissants des modèles de comportements adoptés ainsi que leurs capacités de résilience. Sur cette base, une analyse prospective réalisée dans le cadre d'une modélisation multi-agents (avec le logiciel © NetLogo) permettra d'interroger les choix des ménages sur le long terme, notamment face aux objectifs de sécurité alimentaire et de réduction de la déforestation. Ces résultats permettent de discuter les orientations politiques actuelles de la RBMN en matière de développement local.

### Notes

## Mourir avec les arbres ou leur survivre : la vulnérabilité des peuples forestiers

Jacques TASSIN<sup>1</sup>

Contact : jacques.tassin@cirad.fr

<sup>1</sup> UPR BSEF (CIRAD), Montpellier

### Mots-clefs

Adaptation, culture, nature, territoires forestiers, résilience

La vulnérabilité physique, sociale et culturelle des peuples forestiers fait aujourd'hui figure de tautologie, tant elle est invariablement associée aux discours résolument alarmistes sur la déforestation mondiale. En la matière, la confusion va bon train. D'une part, la vulnérabilité des peuples forestiers et celle de leurs territoires sont associées dans les discours sous prétexte de concept interdisciplinaire, la vulnérabilité de l'un étant brandie en parapluie pour dénoncer celle de l'autre. D'autre part, les facteurs extrinsèques (exposition aux contraintes) et les facteurs intrinsèques (capacités de réaction) de cette vulnérabilité ne sont souvent pas même évoqués, nous privant de toute réflexion possible. Ce tableau volontiers pessimiste et univoque que façonnent les exigences médiatiques et protestataires ne va pourtant pas de soi, et il vaut donc d'en analyser les diverses couches.

Il convient en premier lieu de préciser qui sont ces peuples forestiers, et s'ils obéissent ou non à des déterminants historiques, voire géographiques. Mais il convient aussi d'explorer la nature même de leur vulnérabilité : à quoi les peuples forestiers exposés à la déforestation, au réchauffement climatique, aux maladies et aux changements culturels sont-ils le plus vulnérables ? Plus précisément, quelles facettes de vulnérabilité restent encore dissimulées, et parmi ces hommes et ces femmes des forêts, quelles sont les catégories les plus exposées ou les plus fragiles ? En troisième lieu, il s'agit d'explorer le caractère irrémédiable ou non des différents types de vulnérabilité chez les peuples forestiers. Comment celle-ci évolue-t-elle au cours du temps ? Quelles trajectoires emprunter pour échapper à l'anéantissement ? Quels sont, dans l'environnement forestier au sens large, les facteurs de facilitation ou, au contraire, d'entrave à l'adaptation (migration, modification des pratiques, diversification des activités et des revenus) ?

Il s'agira, au terme de cette démarche analytique, d'identifier les changements que les peuples forestiers sont ou non capables d'absorber, et quelles sont les formes d'adaptation qu'ils peuvent mobiliser. L'ensemble de l'approche présentée s'inscrit dans le débat sur la coévolution entre territoires et sociétés.

### Notes



## Le risque d'incendie de forêt en Corse et en Sardaigne : par-delà la vulnérabilité environnementale, la fragilité sociale

Pauline VILAIN-CARLOTTI<sup>1</sup>

Contact : pauline.vilain@orange.fr

<sup>1</sup> UMR 7533-LADYSS-Université Paris 8

### Mots-clefs

Risque d'incendie de forêt, structures spatiales vulnérables, élevage, Méditerranée

Chaque été, les incendies de forêt se retrouvent sous le feu des projecteurs. La forêt est menacée. Sont-ils pour autant un risque majeur ? Le concept de risque, entendu comme « la probabilité d'occurrence d'un danger, pouvant occasionner des dommages, compte tenu de la conjonction spatiale d'un danger et de la présence humaine », signifie qu'une éventualité ne doit pas être confondue avec la catastrophe et qu'il importe de considérer les vulnérabilités, autres qu'environnementale, selon les contextes territoriaux.

Il convient alors de se demander quels sont les enjeux à défendre et, partant, à quelles échelles et pour quels acteurs le feu est-il un risque ? Pour ce faire, une approche du risque par les représentations est pertinente puisqu'elle permet de considérer le risque non plus sous l'angle d'un danger préhensible à endiguer, mais sous celui des vulnérabilités, comme étant une incertitude appréhendée différemment selon les acteurs, et dépendant des contextes spatiaux et temporels. Le risque d'incendie apparaît alors comme une construction sociale. En effet, sur ces territoires qui ont toujours brûlé, le feu est-il vraiment considéré comme un risque ? L'analyse des représentations du risque se fonde principalement sur une enquête sociale, à partir d'entretiens semi-directifs multi-acteurs, sur huit secteurs en Corse et en Sardaigne.

À travers ces discours, il s'agit de montrer la construction socio-spatiale d'un risque déconnecté des territoires – considérés comme « la dimension spatiale d'une société » – et des enjeux locaux. Le choix de la lutte contre tous feux naissants favorise l'emboisement des espaces ainsi que la multiplication des interfaces habitat-forêt. Ainsi, quand la vulnérabilité environnementale est surreprésentée d'autres sont occultées. Ensuite, la gestion du risque d'incendie accorde une place importante à l'encadrement de l'élevage : l'éleveur étant celui par qui l'incendie arrive. Pourtant, ces mêmes éleveurs, travaillant et vivant à proximité du maquis, sont les premières victimes des incendies mais également les premiers à œuvrer pour la mise en sécurité des territoires, en maintenant des paysages ouverts, par le feu notamment. Pour ces acteurs stigmatisés, la reconnaissance de leur vulnérabilité signifie alors plus de considération pour leurs pratiques. Le coupable devenant une potentielle victime, il s'agit de trouver de nouveaux responsables : peut-être les gestionnaires en charge du risque d'incendie depuis plusieurs décennies ?

### Notes

## **Approche interdisciplinaire de la notion de vulnérabilité : le projet DILEM appliqué aux interfaces « bâti/non bâti » en zone littorale méditerranéenne**

*Christine VOIRON-CANICIO<sup>1</sup>, Julien ANDRIEU<sup>1</sup>, Daniel BLEY<sup>1</sup>, Simona BONELLI<sup>2</sup>, Matteo CAGLIONI<sup>1</sup>, Célia DA COSTA PEREIRA<sup>3</sup>, Giovanni FUSCO<sup>1</sup>, Marco ISALA<sup>2</sup>, Diego MORENO<sup>1</sup>, Christine PONCET<sup>4</sup>, Anne RAINAUD<sup>5</sup>, Andrea TETTAMANZI<sup>3</sup>, Nicole VERNAZZA-LICHT<sup>1</sup>*

Contact : [voiron@unice.fr](mailto:voiron@unice.fr)

<sup>1</sup> UMR 7300-ESPACE-Université de Nice Sophia-Antipolis

<sup>2</sup> Dipartimento di Scienze della Vita e Biologia dei Sistemi, Université de Turin

<sup>3</sup> UMR 6070-I3S-Université de Nice Sophia-Antipolis

<sup>4</sup> UMR 7254-ISA-Université de Nice Sophia-Antipolis

<sup>5</sup> CERDACFF-Université de Nice Sophia-Antipolis

### **Mots-clefs**

Interface, bâti, pression, interaction, vulnérabilité

DILEM (Dynamiques des Interfaces bâti/non bâti sur le Littoral, Enjeux en région Méditerranéenne) est un projet interdisciplinaire dont l'objectif est de comprendre les interactions multiscalaires de l'urbanisation et de la biodiversité, dans les espaces à enjeux que sont les interfaces « bâti/non bâti » littorales, soumises à une forte pression urbaine. L'originalité de ce projet tient aux démarches adoptées pour partager la connaissance interdisciplinaire autour de la problématique des vulnérabilités des espèces et des espaces en situation d'interface.

La communication présente le parti de recherche retenu pour traiter de la question des vulnérabilités et se décline en deux volets.

– Les regards disciplinaires portés sur les vulnérabilités des interfaces « bâti/non bâti » :

L'équipe interdisciplinaire est composée de géographes, anthropologues, informaticiens, juristes, écologues, entomologistes et agronomes, qui travaillent sur des objets et phénomènes de différentes natures : des éléments de la biodiversité (des communautés végétales, des espèces animales) ; des espèces invasives (moustique tigre, bioagresseurs dans les cultures) ; l'habitat (configuration du bâti et sa diffusion) ; les réglementations, documents d'urbanisme, lois ; les transformations futures du territoire. Or, chaque discipline porte un regard particulier sur ce qui est vulnérable. Ainsi, un même espace d'interface pourra être perçu comme vulnérable face à des risques (aléas récurrents) ou à certaines menaces (actions de l'homme, espèces invasives), mais également comme un milieu porteur de risques pour certaines espèces. Selon les cas, l'espace ou l'espèce, le vivant ou le minéral, voire même le document juridique, seront appréhendés comme vulnérables dans l'interface.

– Les vulnérabilités comme produits des interactions espèce-homme-espace :

Généralement, la vulnérabilité est appréciée sur la base d'un critère retenu, plus rarement d'un ensemble de critères. Or, la vulnérabilité est une notion éminemment systémique et multidimensionnelle (aléas, enjeux, représentations, gestion). Notre recherche considère les interfaces « bâti/non bâti » comme un système complexe. Elle est focalisée sur la détection des interrelations entre les trois composantes majeures que sont l'homme, les espèces animales et/ou végétales, et les caractéristiques de l'espace. De ces interactions découlent des situations de vulnérabilité face à des aléas de natures diverses. Différents exemples seront analysés.

### **Notes**

## **Résumés des posters**



## L'organisation sociale *odjukru* au secours des personnes âgées vulnérables en Côte d'Ivoire

Meless Siméon AKMEL <sup>1</sup>

Contact : melessovsky@yahoo.fr

<sup>1</sup> Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

### Mots-clefs

Personnes âgées, vulnérabilité, organisation sociale, prise en charge

Le problème de la vulnérabilité des personnes âgées a préoccupé de nombreux acteurs. La littérature sur cette réalité en Afrique, riche et abondante, repose sur diverses approches théoriques (médicale, socio-anthropologique, etc.). La plupart des auteurs, dont Berte et Hien (2013), soutiennent que les personnes âgées sont très vulnérables en Afrique subsaharienne. Les études existantes mettent essentiellement l'accent sur le milieu urbain, alors que la prise en charge des personnes âgées concerne aussi le milieu rural. Tel est le cas du pays *odjukru*. Cette étude mixte est motivée par deux constats. Le premier montre que la vulnérabilité des personnes âgées est une réalité en Côte d'Ivoire. En effet, la prise en charge de cette catégorie sociale échappe aux autorités politiques et administratives. Le deuxième constat identifie l'organisation sociale *odjukru* comme une réponse à la vulnérabilité des personnes âgées. Elle peut ainsi aider à la prise en charge de cette frange vulnérable de la population. Ces constats soulèvent une question principale : *Pourquoi, la prise en charge des personnes âgées ne constitue-t-elle pas une priorité, comme elle l'est chez les odjukru ?* De cette interrogation découlent des questions secondaires :

- Quelles sont les logiques liées à la vulnérabilité de ces personnes et leurs conséquences ?
- Comment l'organisation sociale *odjukru* contourne-t-elle la vulnérabilité des personnes âgées ? L'objectif de cette étude vise à comprendre la prise en charge de cette frange de la population en Côte d'Ivoire, et à expliquer les stratégies *odjukru*.

L'étude s'est déroulée dans le *Lodjukru* (région de Dabou), situé dans la basse Côte d'Ivoire. Le *Lodjukru* compte environ 148 874 habitants et comprend différents groupes ethniques. Nous avons retenu 6 villages sur les 32 que compte le pays *odjukru*. Le choix des personnes est fonction de critères d'âge et de conditions de vie. Nous avons procédé au choix raisonné des personnes ressources. Les outils de collecte sont le focus group, l'entretien semi-directif, le questionnaire, les photographies. Pour interpréter les données, l'analyse stratégique, la méthode fonctionnaliste, la théorie des organisations sont mobilisées.

Les résultats de l'étude montrent que la prise en charge des personnes âgées n'a pas constitué une préoccupation majeure en Côte d'Ivoire. L'organisation sociale *odjukru* est une réponse possible à la vulnérabilité de cette catégorie sociale. La nécessité d'un retour aux valeurs sociales traditionnelles s'impose pour résoudre la question de la vulnérabilité des personnes âgées.

### Notes

## Regards croisés sur les questions de vulnérabilité dans les transactions foncières dans les quartiers périphériques Djonassi et Minkoameyos (Cameroun)

*René Joly ASSAKO ASSAKO*<sup>1</sup>, *Harold Gaël NJOUNANG DJOMO*<sup>2</sup>

Contact : [rjassako@yahoo.fr](mailto:rjassako@yahoo.fr)

<sup>1</sup> École Normale Supérieure de Yaoundé, Cameroun

<sup>2</sup> Université de Yaoundé 1

### Mots-clefs

Transactions foncières, vulnérabilité, migrants, quartiers périphériques

La ville de Yaoundé connaît depuis plusieurs décennies une croissance démographique très poussée avec des effets sensibles sur l'extension de la ville vers la périphérie. Face à la saturation foncière observée dans les quartiers centraux, les périphéries apparaissent pour la plupart des migrants et des requérants comme une issue pour accéder à un lopin de terre. Ces espaces sont d'autant plus convoités que les populations y voient un terrain propice pour développer toutes sortes de pratiques foncières. En effet, lorsqu'on observe les modes d'accès à la terre dans les quartiers périphériques, très majoritairement occupés par les migrants, on peut constater que plusieurs formes de transactions foncières se mettent en place. Ces transactions les exposent à une illégalité qui crée une double peine chez le migrant : une insécurité juridique et une insécurité foncière.

Depuis plusieurs décennies, on a assisté à l'institutionnalisation de plusieurs formes de transactions foncières facilitant l'accès à la propriété. Ces modes d'appropriation vont des formes les plus précaires, exposant à une grande incertitude ou insécurité foncière, aux plus efficaces. En partant de l'hypothèse selon laquelle les transactions foncières qu'on observe dans les quartiers périphériques exposent les migrants et les requérants fonciers à une insécurité et une incertitude foncière, cette présentation se propose donc d'étudier le poids des transactions foncières dans la situation de vulnérabilité des populations présentes dans deux marges de la ville de Yaoundé : Djonassi et Minkoameyos.

Des observations de terrain, des enquêtes auprès des populations ainsi que l'exploitation des données de source secondaire serviront de base à notre analyse. Par ailleurs, la ville étant devenu un système ouvert avec des interactions diverses, nous avons opté pour une démarche systémique afin de mieux appréhender ces questions de vulnérabilité. Nous nous proposons donc de tenir un discours réflexif et scientifique sur ce sujet en trois grandes articulations : les types de transactions foncières dans les quartiers périphériques ; les problèmes posés par ces transactions foncières ; les formes de vulnérabilité observées.

### Notes

## **Les défis de la résilience sociétale dans les territoires agricoles. Dépasser les frontières invisibles de la vulnérabilité systémique**

*Franck DUBOIS*<sup>1</sup>

Contact : franck.dubois@u-bourgogne.fr

<sup>1</sup> EA4177-CIMEOS-Université de Bourgogne, Agrosup Dijon

### **Mots-clefs**

Cohésion sociétale, médiation inter-institutionnelle, opérationnalisation du développement durable, accompagnement au changement

Cette présentation vise à décrire et cartographier des opportunités de valorisation d'actions collectives concertées au profit de l'intérêt général. En croisant les études sur la participation publique et la formation des groupements d'intérêt au prisme de l'histoire et de l'approche spatiale multiscalaire, l'approche écosystémique met en cohérence une pratique de l'initiative collective en transition vers un développement plus soutenable de ses activités.

Face à la fragmentation des espaces et des activités humaines conduisant à l'accroissement des rapports de forces au sein de communautés d'intérêt, comment être capable de construire des synergies permettant de combattre le sentiment de relégation exprimé dans les territoires ruraux ? Comment répondre aux défis des espaces ruraux et renforcer la capacité des territoires à porter et développer des actions communes, efficaces et adaptées aux résidents et exploitants ? Comment mobiliser les exploitants agricoles autour de conduites éco-responsables ? Comment rendre visibles et lisibles des actions menées en parallèle, évoluant dans le cadre d'une spéciation intelligente des territoires couplée à une recherche de l'excellence scientifique internationale ?

Nous souhaitons, au travers du projet de création d'un centre de recherche sur la méthanisation des déchets agricoles, identifier les leviers de développement d'une économie circulaire, en les situant dans une dynamique territoriale de redécoupage de l'échelle régionale. Nous centrons notre étude sur la mise en lumière du processus de médiation interinstitutionnelle entre les acteurs engagés sur le projet : école d'ingénieurs, agences déconcentrées et services de l'État, unités de recherche, tutelles, industriels, cabinets d'études, exploitants, collectivités ou encore chambres consulaires. En capitalisant sur les expériences menées avec le GDRI Intelligence Territoriale, sur les travaux menés dans le cadre du programme national MOVIDA sur les nouveaux modes de vie et de consommation, nous questionnons la capacité à dépasser les logiques de concurrence et de vulnérabilité individuelle au profit d'une action commune concertée. Nous abordons la capacité des acteurs à agréger des compétences et des valeurs pour rester maître des orientations de développement de leur territoire. Ces réflexions doivent se comprendre comme la base dialogique de prises de décisions collectives et individuelles favorisant l'acceptation d'un mode de vie durable intégrant la prise d'initiative et le risque entrepreneurial public-privé.

### **Notes**

## La mobilité des personnes en situation de handicap au cours de leur vie

Amélie ETCHEGARAY<sup>1</sup>

Contact : amelie.etchegaray@creai-pacacorse.com

<sup>1</sup> UMR 151-LPED, CREAM PACA et Corse

### Mots-clefs

Handicap, mobilité, âge, inégalité, territoire

Dans l'esprit de la loi du 11 février 2005, qui revisite la définition du handicap dans le sens d'une plus grande prise en compte de l'environnement de la personne, une situation de handicap se crée à l'interaction d'une limitation d'activité ou d'une restriction de participation à la vie sociale subie par une personne ayant des troubles fonctionnels. Avec une telle définition qui met l'accent sur les conditions environnementales du handicap, la population en situation de handicap est difficile à appréhender et les bases de données actuelles ne permettent que de s'en rapprocher partiellement. Par exemple, la base de données CNAF qui recense les allocataires de l'allocation pour adultes handicapés, reconnaissance administrative du handicap, ne compte pas toutes les personnes handicapées car elle est soumise à condition de ressources. De plus, la population en situation de handicap est vulnérable, elle est dépendante de soins ou de services spécifiques, discriminée face à l'emploi, tributaire des politiques territoriales. Face à ces contraintes, la personne peut être amenée à se déplacer en fonction de ses besoins au cours de sa vie.

L'objectif de cette présentation est de chercher à comprendre comment se définissent et s'organisent les mobilités des personnes handicapées à différentes échelles. Migrent-elles vers des régions où l'offre en soins ou services médico-sociaux est plus dense, migrent-elles vers des régions où le niveau de vie est plus bas ? La représentation spatiale et l'analyse statistique des différentes bases de données semblent témoigner d'un effet de migration en fonction de l'âge de la personne handicapée.

Après avoir défini la population en situation de handicap, nous présentons les différentes bases de données existantes au niveau national sur la population handicapée et de premiers éléments sur sa répartition territoriale. Nous reprenons ensuite les résultats d'une étude sur l'optimisation de l'accès aux services d'accompagnement spécialisés, les déplacements quotidiens en région Provence-Alpes-Côte d'Azur des enfants handicapés conduisant à observer des mobilités importantes au sein d'une même classe d'âge. Des *scenarii* sont proposés aux politiques et acteurs territoriaux afin d'offrir des services équitables sur l'ensemble du territoire. Si les territoires peuvent renforcer la vulnérabilité, et plus précisément ici, le handicap, c'est aux acteurs des politiques territoriales de développer des stratégies afin de réduire ces inégalités territoriales.

### Notes



## L'usage de psychotropes, de la vulnérabilité sanitaire à la vulnérabilité sociale

Éric GONDARD <sup>1</sup>

Contact : eric.gondard@univ-montp3.fr

<sup>1</sup> EA 4584-LERSEM-Université Paul Valéry de Montpellier

### Mots-clefs

Toxicomanie, vulnérabilité sanitaire, vulnérabilité sociale, nouvelles technologies, Pérou

À partir d'une réflexion autour de la consommation de substances modificatrices de conscience, nous cherchons à démontrer que les phénomènes sociaux – et donc l'idée même de vulnérabilité – sont nécessairement orientés par un double mouvement à la fois d'ordre historique et culturel. Si nous considérons à la suite de Danilo Martucceli que la vulnérabilité relève d'une dimension anthropologique et existentielle, alors la vulnérabilité est le propre de tout un chacun. En d'autres termes, il s'agit de l'autre versant de notre nécessaire ouverture à autrui et au monde. Toutefois, tous les individus ne sont pas égaux face aux vulnérabilités, celles-ci peuvent varier en fonction de dimensions sociale, économique ou même biographique. Si nous nous intéressons aux usages de drogues, ils définissent un rapport original à la vulnérabilité que nous chercherons à expliciter.

Le territoire peut être compris comme relevant à la fois d'un espace géographique original et d'un contexte socio-historique particulier ; tout phénomène social est dépendant de l'environnement saisi dans cette acception particulière. En ce qui concerne la prise de drogue, nous nous proposons d'illustrer notre propos à partir de deux exemples tirés de nos recherches antérieures se référant à deux territoires bien distincts : la consommation de pâte base de cocaïne dans la région de San Martin au Pérou (première région productrice de feuilles de coca du pays) et la diffusion des « nouveaux produits de synthèse » en France rendue possible par la mondialisation, mais aussi par l'essor d'Internet. Le médium Internet peut être conçu comme un territoire à part entière qui modèle les comportements individuels et où l'idée de vulnérabilité est aussi présente – si ce n'est plus – qu'ailleurs. De fait, ce que l'on appelle le big data, et le mélange de la sphère privée et publique qu'il entraîne pour chacun d'entre nous, n'est peut-être qu'une amplification d'une vulnérabilité liée à une ouverture vers le monde toujours plus rapide et plus intense.

Si la prise de drogue est orientée par un territoire spécifique, il en va aussi de même pour les vulnérabilités. L'Occident a ainsi dessiné les contours de la vulnérabilité comme relevant d'un double processus – sanitaire et social – et la figure du toxicomane, dont nous nous proposons de dessiner les contours à travers deux territoires singuliers, en est un exemple paroxystique.

### Notes

## Déplacés et réfugiés du conflit casamançais à l'épreuve de la vulnérabilité

*Doudou Dièye GUEYE*<sup>1</sup>

Contact : [dgueye@univ-zig.sn](mailto:dgueye@univ-zig.sn)

<sup>1</sup> Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal

### Mots-clefs

Déplacés, réfugiés, conflit, vulnérabilité, Casamance

Cette présentation explore la situation de vulnérabilité des déplacés et des réfugiés du conflit casamançais au Sénégal. Concrètement, il s'agira de montrer comment ils s'inscrivent dans des parcours étiquetés comme parcours vulnérables et comment s'opère le processus de stigmatisation à leur endroit par les populations accueillantes.

La Casamance est une région riche d'une grande diversité ethnique et culturelle qui fait d'elle la région la plus sénégalaise du pays, et elle est dotée d'énormes potentialités agricoles. Pourtant, ce tableau idyllique n'a pas réussi à la préserver d'une situation conflictuelle qui dure depuis plus de trois décennies et qui oppose l'État du Sénégal au Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC). Ce conflit a jeté sur les routes des milliers de personnes, qui, pour fuir l'insécurité, ont trouvé refuge dans les pays limitrophes (Gambie et Guinée-Bissau) mais aussi dans les grandes villes du Sénégal. Lors de ces déplacements, les populations ne peuvent amener avec elles que l'essentiel vital, laissant sur place leurs outils et leurs moyens de production.

Sur le plan social et économique, le conflit casamançais porte les germes d'une précarisation jusque-là jamais recensée dans la région naturelle de la Casamance et a inscrit et maintenu les acteurs dans des parcours très vulnérables. Les abandons de villages, les déplacements de populations, la présence des mines dans les champs et les vergers, la psychose d'attaque probable des populations par des éléments armés supposés appartenir au MFDC, sont autant de facteurs qui freinent les potentialités d'une exploitation maximale de l'environnement naturel mais aussi limite la mobilité des individus dans l'espace.

Il s'agit plus spécifiquement de répondre à la problématique de la vulnérabilité dans ce contexte de crise politique à l'échelle locale, ici la région. L'analyse porte sur les déterminants, les processus de stigmatisation mais montre également les leviers sur lesquels s'appuient les déplacés et les réfugiés afin de sortir du parcours de vulnérabilité dans lequel ils sont inscrits.

### Notes

## Évaluation de la vulnérabilité socio-économique de la zone côtière de Skikda

Rachid HADEF <sup>1</sup>

Contact : hadefrachid2@yahoo.fr

<sup>1</sup> Laboratoire Ville et Santé, Université Constantine 3, Algérie

### Mots-clefs

Zone côtière, vulnérabilité, évaluation, risque, gestion durable

En passant du territoire du vide au territoire du plein, voire trop plein, les côtes sont progressivement devenues des territoires à « haut risque ». La nécessité de protéger cet environnement est devenue une préoccupation majeure des États et des institutions par la mise en place de schémas de développement intégrés du littoral, et sa mise en valeur. Les très fortes pressions anthropiques s'exerçant sur le littoral affectent sa stabilité et son développement durable.

Les zones côtières densément urbanisées sont particulièrement vulnérables à divers aléas tels que : érosion, inondation, submersions marines, glissement de terrain, marée noire ou accident industriel.

Le littoral de Skikda, ville industrielle du Nord-Est algérien, est en grande partie marqué par une forte anthropisation. Cette empreinte de l'homme interagit avec les dynamiques qui régulent l'évolution du littoral, en modifiant à la fois sa morphologie et les processus qui contrôlent son évolution. En effet, le degré de vulnérabilité susceptible d'affecter la zone côtière de Skikda dépend d'une part de la probabilité que soient menacés des éléments sociétaux, et d'autre part de la capacité de cette zone à répondre aux contraintes qui s'exercent sur elle.

La zone côtière de Skikda constitue un territoire très particulier en matière de risque, du fait de la variabilité des phénomènes naturels et anthropiques auxquels elle est soumise. La diversité et le nombre des activités et des équipements humains qui s'y développent lui confèrent une vulnérabilité d'un niveau et d'une nature spécifiques.

Afin d'apprécier le degré de vulnérabilité de cette zone, nous proposons l'application d'une méthode d'évaluation par la recherche d'indicateurs pertinents et opérationnels pour établir un diagnostic de vulnérabilité qui vise à éclairer des choix stratégiques pour la gestion à long terme de la frange littorale, et peut constituer un outil adéquat pour instituer une démarche systématique de gestion durable des risques sur le littoral et une aide à la décision en matière de choix et de priorité d'intervention.

### Notes

## Assainir Alger de l'habitat précaire, devenir des ménages relogés ?

Célia HADJ ALI <sup>1</sup>, Karim CHENIKI <sup>2</sup>, Louisa AMIRECHE <sup>1</sup>

Contact : hadjali\_cel@hotmail.fr

<sup>1</sup> Laboratoire Villes, Régions et Gouvernance Territoriale, Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene, Algérie

<sup>2</sup> Laboratoire de recherche en aménagement et urbanisme, Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene, Algérie

### Mots-clefs

Alger, image de marque, habitat précaire, relogement, quartiers périurbains, vulnérabilité territoriale

Le développement des moyens d'échange et de communication a fortement contribué à l'émergence d'un processus d'internationalisation des villes encourageant ainsi le marketing urbain. Plusieurs villes adoptent ainsi un mécanisme de développement dans le but d'acquérir une meilleure place à l'échelle mondiale. À cet effet, ces villes ont adopté des politiques visant à renouveler leur tissu urbain à travers les travaux de transformation ou d'éradication des constructions précaires et illicites (densité élevée, quartiers vétustes, habitat précaire et bidonville, etc.), conduisant ainsi à redéfinir les priorités de la fabrique urbaine.

Alger, une ville en pleine transformation morphologique et fonctionnelle, obéissant à son désir de dépasser les situations difficiles auxquelles elle fait face et de construire une image de marque, la propulsant ainsi au statut de capitale moderne ouverte sur le monde, met en œuvre plusieurs opérations dans ce cadre, dont celle de débarrasser la ville de tout habitat précaire et illicite et la libération foncière au profit des nouveaux projets urbains. Le processus de modernisation de la ville centre provoque la marginalisation des espaces périurbains caractérisés par l'émergence des quartiers de logements sociaux et des zones de lotissement de constructions individuelles à usage d'habitation, inachevées pour la plupart... Ces territoires périphériques affichent leur désintégration, leur écart à la ville centre et aux zones les plus attractives, démontrant ainsi le rôle que l'État leur a attribué : celui de lieu de réception des ménages des quartiers centraux.

Ces ménages relogés dans ces nouveaux quartiers périurbains sont de plus en plus vulnérables. Reportés en dehors du territoire d'origine dans des logements construits dans l'urgence, ils se retrouvent dans un espace défiguré par cette production massive de logements et dépourvu des éléments de vie citadine (pourtant censés être procurés par le relogement). Ces ménages se retrouvent de plus en plus isolés, sensibles et fragiles loin de leur bassin de vie d'origine. Cette situation soulève la question du devenir de ces citoyens fraîchement installés en périphérie et se retrouvant dans un espace marginalisé et défavorisé. Dans cette optique, notre contribution basée sur des données quantitatives tente par une démarche analytique-déductive de mettre en exergue la situation de ces ménages et leurs parcours encadré par la volonté de promouvoir la ville d'Alger.

### Notes

## **Approche territoriale en protection de l'enfance : spécificités et vulnérabilités en milieux urbains, périurbains et ruraux**

*Juliette HALIFAX<sup>1</sup>, Eugénie TERRIER<sup>2</sup>*

Contact : eugenie.terrier@askoria.eu

<sup>1</sup> APRADIS Picardie

<sup>2</sup> ASKORIA, UMR 6590 ESO-Université Rennes 2

### **Mots-clefs**

Territoire, protection de l'enfance, vulnérabilité, urbain, périurbain, rural

Notre recherche porte sur la dimension spatiale de l'enfance en danger. Il s'agit d'interroger les effets des contextes de vie pour les parents qui rencontrent des difficultés par rapport à l'éducation de leurs enfants jusqu'à nécessiter l'intervention de l'aide sociale à l'enfance via un accompagnement à domicile ou, dans les cas les plus difficiles, un placement de l'enfant. Cette recherche a été financée par l'ONED (Observatoire National de l'Enfance en danger) entre 2013 et 2015 et a été réalisée en partenariat avec les observatoires de la Protection de l'Enfance de deux Départements : l'Ille-et-Vilaine et la Somme.

Les travailleurs sociaux en protection de l'enfance témoignent souvent de la différence des situations familiales qu'ils accompagnent entre le secteur rural et le secteur urbain, en faisant par exemple référence aux problématiques d'isolement ou de mobilité des familles en milieu rural. Or, le facteur territorial, souvent mis en avant par les acteurs de la protection de l'enfance, est encore peu étudié. À travers ce projet, nous souhaitons approfondir ce constat empirique en définissant de manière plus précise quelles sont les spécificités des besoins et des difficultés des familles concernées par l'Aide Sociale à l'Enfance selon les contextes territoriaux (urbain/rural ou périurbain). L'approche multifactorielle des situations familiales en protection de l'enfance permet d'identifier une combinaison de facteurs de vulnérabilité tels que les difficultés économiques, psychologiques, de santé, conjugales, etc. Nous posons comme hypothèse que le contexte spatial peut parfois représenter un facteur supplémentaire de vulnérabilité et de difficulté pour les familles.

Nous présentons les résultats de la phase quantitative de cette recherche. À partir des 32 territoires d'action sociale situés dans les départements de la Somme et de l'Ille-et-Vilaine, il s'agissait dans cette étude exploratoire d'analyser la répartition spatiale des prises en charge de l'aide sociale à l'enfance et la localisation des facteurs de risque selon les contextes territoriaux. Les résultats mettent en évidence une forte vulnérabilité des territoires urbains caractérisés par des taux de mesures de l'aide sociale à l'enfance deux fois supérieurs à la moyenne départementale. L'analyse permet aussi d'observer sur ces territoires une forte concentration spatiale des familles cumulant plusieurs « facteurs de risque » liés au statut social ou à la composition familiale. Il est prévu dans une prochaine recherche d'approfondir et de mettre en perspective les constats issus de la phase quantitative par une série d'entretiens menés auprès des travailleurs sociaux et des parents concernés par la protection de l'enfance afin de mieux saisir l'impact des caractéristiques du territoire de vie sur leur quotidien et leur parentalité.

### **Notes**

## La réalisation d'un Agriparc : mise en œuvre du concept de résilience auprès des habitants de la Métropole de Montpellier

Hélène HOUDAYER<sup>1</sup>

Contact : houdayer@sociologie.net

<sup>1</sup> EA 4584-LERSEM-Université Paul Valéry de Montpellier

### Mots-clefs

Agriculture biologique, biodiversité, développement durable, socialisation, valeurs environnementales

Notre présentation s'appuie sur un exemple de gouvernance d'un territoire répondant aux principes du développement durable et de l'agenda 21. L'étude de cas se situe dans la région de Montpellier sur le site d'un Agriparc, celui du domaine de Viviers. Les dynamiques migratoires positives exercent sur cette région une pression foncière se traduisant par un étalement péri-urbain et une fréquentation des espaces verts en hausse. Le principe de la gouvernance mise en œuvre interroge une série d'acteurs mobilisés autour de l'Agriparc que nous pouvons analyser en termes de vulnérabilités :

- Le foncier : l'écosystème est menacé par une pression concernant l'usage des terres (habitat, viticulture) ;
- Les agriculteurs sont en demande de terres et d'activités face à un important taux de chômage ;
- Les habitants redoutent de perdre la dimension « naturante et naturée » des lieux.

L'Agriparc se présente comme une tentative de concilier les enjeux du développement durable en termes écologique (la protection de l'écosystème), économique (la place pour des agriculteurs) et social (la demande de verdure des habitants). Nous avons réalisé deux enquêtes sur le site, mettant en avant des formes de résilience que nous exposons à travers les projets sociaux et économiques qui s'inscrivent dans un cadre écologique :

1/ Le projet économique relatif à l'agriculture : une dizaine d'hectares ont été alloués à trois groupes d'agriculteurs concernant une culture de type maraîchère orientée autour du biologique. La commercialisation des produits permet la rencontre entre habitants et paysans. Elle valorise les lieux en insistant sur le cadre environnemental et le type de culture. Elle interroge les principes d'une morale et d'une conduite écologiques vectrices d'éthique et d'esthétique. Des effets concernant des formes de reconnaissance et d'estime sociale sont également perceptibles.

2/ Le projet social : il s'agit des enjeux attachés à la fréquentation de l'écosystème. Nous nous attachons à montrer le caractère socialisant de l'espace.

Nous montrons comment se réalise idéalement la rencontre des protagonistes à travers les échanges autour du site de production biologique et la fréquentation des espaces verts ayant un impact écologique. Cependant des limites apparaissent quant à la restructuration des espaces verts.

### Notes

## **Crise de propriété foncière et pullulation des quartiers spontanés dans l'espace urbanisé de Bouaké (Côte d'Ivoire)**

*Kouakou Attien Jean-Michel KONAN<sup>1</sup>, Lambert Yao KOUAME<sup>1</sup>*

Contact : attien\_2@yahoo.fr

<sup>1</sup> Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

### **Mots-clefs**

Crise foncière, pullulation, quartiers spontanés, Bouaké

Le foncier demeure depuis toujours un enjeu capital dans le processus d'installation des populations urbaines. Les modalités de son appropriation sont déterminantes dans la configuration du paysage urbain. Cependant, lorsqu'une frange de la population ne peut accéder à la propriété foncière pour des raisons socio-économiques, alors qu'elle doit se loger, cela engendre forcément la naissance et le développement d'habitats précaires au sein des villes.

Bouaké, deuxième ville de la Côte d'Ivoire après Abidjan, secouée par une crise de propriété foncière, subit depuis des décennies la prolifération des quartiers spontanés illégaux avec son corollaire de problèmes sociaux.

Nous souhaitons donc montrer comment les difficultés d'accès au foncier contribuent à la prolifération des espaces illégaux dans la ville de Bouaké et rendent vulnérables les populations en les exposant à de nombreux risques.

Cette étude résulte d'une analyse documentaire. Des informations complémentaires ont aussi été recueillies par l'observation des quartiers spontanés, par des entretiens avec les structures en charge de l'aménagement urbain et de l'environnement et des questionnaires adressés aux populations résidant sur ces espaces précaires, pour d'une part cerner leur profil, les difficultés sociales auxquelles elles sont confrontées et surtout le mode d'accès au foncier.

### **Notes**

## **La vulnérabilité globale en zone côtière face au risque de submersion : le cas des rivages « les Sablettes » et « Mohammadia » en baie d'Alger**

*Mohamed LARID*<sup>1</sup>, *Lounis KERDEL*<sup>1</sup>

Contact : med7larid@gmail.com

<sup>1</sup> École Nationale Supérieure des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral, Algérie

### **Mots-clefs**

Submersion marine, recul du trait de côte, vulnérabilités, gestion du risque côtier, littoral et baie d'Alger

La vulnérabilité des territoires renvoie à la fragilité de la zone côtière, pourtant de plus en plus convoitée et occupée par les populations et sollicitée pour des activités humaines sans cesse croissantes. Les enjeux en présences sont importants et des stratégies de prévention et d'adaptation aux risques côtiers s'avèrent nécessaires.

Le travail effectué sur un segment du littoral de la baie d'Alger en Algérie, en l'occurrence la « plage les Sablettes » et la « plage de Mohammadia », aborde la vulnérabilité côtière par rapport à la submersion. Il s'inscrit dans le domaine de la connaissance, de la compréhension et de la problématique de gestion de ce risque côtier et s'inspire de l'approche qui considère la vulnérabilité globale comme paramètre central, pour éclairer la « prise de décision ». L'exercice interroge les capacités locales de résilience à travers la vulnérabilité physique, sociale et institutionnelle (perception, réglementation, instruments de planification).

La présentation est structurée autour des points suivants :

- La présentation de la zone étudiée et les grands axes du projet d'aménagement de la baie d'Alger ;
- Le diagnostic du territoire concerné en mettant l'accent sur les aspects liés à la gestion du risque côtier de submersion (données géomorphologique, socioéconomiques, institutionnelles, etc.) ;
- L'approche de l'aléa de submersion, caractérisé au niveau du site à l'échelle du temps court (événements extrêmes) et à celle du temps long (irréversible) ;
- Les enjeux en rapport avec les éléments exposés à l'aléa ;
- La caractérisation de la vulnérabilité globale du site à travers ses composantes physique, institutionnelle et sociétale.

### **Notes**



## **Dengue, Chikungunya, Zika : agir sur le moustique ou prévenir le patient ? Les territoires français métropolitains colonisés par l'*Aedes albopictus*, entre vulnérabilités environnementale et sanitaire**

Marion LE TYRANT<sup>1</sup>, Daniel BLEY<sup>1</sup>

Contact : marion.le-tyrant@univ-amu.fr

<sup>1</sup> UMR 7300-ESPACE- Aix Marseille Université

### **Mots-clefs**

Anthropologie, vulnérabilité, santé, environnement, gouvernance

L'implantation du moustique *Aedes albopictus* en France métropolitaine, vecteur potentiel de virus tels que la dengue, le Chikungunya et le Zika, ne cesse de progresser depuis une dizaine d'années. En 2015, trente départements d'une large moitié sud du pays sont colonisés par le moustique, exposant ainsi les populations humaines à des situations de vulnérabilité sur ces territoires. Jusqu'à présent, si les virus de la dengue, du Chikungunya ou encore du Zika ne circulent pas dans les zones tempérées, ils peuvent en revanche être importés par les voyageurs en provenance des zones tropicales et subtropicales où ces maladies à transmission vectorielle existent, de façon épidémique voire endémique. Les autorités sanitaires ont mis en œuvre des moyens dans le but de lutter contre la dissémination du Chikungunya et de la dengue en métropole. La rédaction, dès 2006, du *Plan anti-dissémination du Chikungunya et de la dengue en métropole* (Ministère des affaires sociales et de la santé, 2006, mis à jour en 2014) a initié une prise en charge publique de ce risque, mobilisant depuis lors un important réseau d'acteurs dans une logique de gouvernance multi-niveaux. Le risque est donc construit par le niveau national, dans sa dimension sanitaire.

L'absence de construction publique et collective d'un risque est un facteur d'aggravation de la vulnérabilité sociale des populations. Or, les risques liés à la colonisation des territoires par l'*Aedes albopictus* ne constituent pas systématiquement un enjeu d'action collective à l'échelle locale, notamment lorsque ces risques sont essentiellement perçus dans leur acception sanitaire. En revanche, lorsqu'ils sont aussi – et avant tout – envisagés dans une dimension environnementale, alors les risques sont construits localement et font même l'objet de politiques locales. Ainsi, selon les représentations qu'ont les acteurs des vulnérabilités associées à la présence du moustique tigre sur leur territoire, les réponses apportées diffèrent. Elles peuvent alors être à dominante politique ou sanitaire ; s'inscrire dans le temps long ou répondre à l'urgence ; favoriser l'innovation collective ou non.

Nous illustrons cette idée à travers deux cas d'études, à Fréjus/Saint-Raphaël et à Nîmes, où nous avons réalisé des enquêtes qualitatives par entretiens semi-directifs et observation participante auprès des acteurs locaux et des populations soumises à la présence du moustique tigre sur leur territoire et au risque d'exposition aux arboviroses.

### **Notes**

## Le développement des nanotechnologies à Grenoble : quelle prise en compte de la vulnérabilité à l'échelle locale ?

Cécile LIEVAL <sup>1</sup>

Contact : cecile.lieval@wanadoo.fr

<sup>1</sup> UMR 5194-Pacte-Université de Grenoble Alpes

### Mots-clefs

Nanotechnologies, nouveau risque, innovation et incertitude, territoire grenoblois

Le développement récent des nanotechnologies s'est effectué dans un contexte de grande incertitude sur leurs propriétés et donc sur les risques associés, développement porté cependant par les grands espoirs des scientifiques quant aux promesses de ces recherches, mais aussi par les politiques nationales et locales, dans un contexte de concurrence internationale où l'innovation est la clef de la compétitivité. On assiste donc à la fois à une prise en compte précoce de la question des risques, dictée notamment par le respect du principe de précaution, et à un développement local où prévaut la logique de l'urgence face à la compétition internationale.

Grenoble, où ces technologies se sont développées précocement et de façon très visible, apparaît donc comme un véritable laboratoire pour l'étude de ces « nouveaux risques », et ce d'autant plus que la ville a été le seul théâtre au monde d'un véritable conflit de territoire portant sur le développement des nanotechnologies. Pourtant, la prise en compte de la vulnérabilité à l'échelle locale se heurte, nous le verrons, à des logiques politico-économiques, mais également à la nature même des risques liés au développement des nanotechnologies et à la façon dont la population locale les perçoit.

Comment envisager en effet la vulnérabilité à l'échelle d'un territoire lorsque le discours porte d'un côté sur le confinement (« Rien ne sort ») et de l'autre sur l'impact mondial de ces nanotechnologies (« Les nanotechnologies sont partout ») ? Comment intéresser à ces questions une population enthousiasmée par ces installations qui non seulement créent des emplois mais bénéficient également d'une image « propre » ?

De plus, les nanotechnologies prennent à contrepied le lien traditionnel entre risque industriel et technologique, inégalités sociales et vulnérabilité, études fréquentes en géographie. À l'opposé de la banlieue industrielle parisienne au début du XX<sup>e</sup> siècle qui s'élève contre les nuisances que subissent ses populations ouvrières alors que c'est la ville-centre qui bénéficie des principales retombées économiques, le développement des nanotechnologies dans le cadre d'un essor technopolitain va de pair avec une gentrification et une flambée des loyers... reléguant au second plan une vulnérabilité potentielle, mais aussi une vulnérabilité bien réelle liée à des risques traditionnels (par exemple chimiques) toujours présents, ainsi que la question de la vulnérabilité économique et sociale.

### Notes

## Défiance et défaillance : des stratégies en marge de l'offre de soins publique à Madagascar. Automédication et recours aux matrones

Chiarella MATTERN <sup>1</sup>, Dolorès POURETTE <sup>2</sup>, Elliot RAKOTOMANANA <sup>3</sup>

Contact : chiarellam@pasteur.mg

<sup>1</sup> Université Catholique de Louvain, Institut Pasteur de Madagascar

<sup>2</sup> UMR 196-Ceped, Université Catholique de Madagascar

<sup>3</sup> Institut Pasteur de Madagascar

### Mots-clefs

Anthropologie, santé, Madagascar, pratiques de non recours, vulnérabilités économiques et sanitaires

Cette étude se base d'une part sur un corpus de données récoltées dans le cadre de la thèse de doctorat en anthropologie de Chiarella Mattern (une trentaine d'entretiens auprès de ménages issus de différentes classes socio-économiques de la capitale), d'autre part sur des données concernant le suivi de grossesse et l'accouchement récoltées dans plusieurs zones rurales, dans le cadre d'études anthropologiques sur la santé maternelle menées par Dolorès Pourette et Elliot Rakotomanana. Depuis plusieurs décennies, Madagascar est caractérisée par des crises politiques récurrentes. Cette instabilité a conduit à une fragilisation de la population à plusieurs égards : vulnérabilité économique, fragilisation de l'offre publique en santé, peu apte à répondre aux besoins des populations (manque de professionnels de la santé, absence des chefs médecins de leurs postes, ruptures d'approvisionnements en médicaments, vétusté des établissements de santé et du matériel aggravée par les carences dans leur gestion et leur maintenance, mauvaise qualité de l'accueil, etc.). Par ailleurs, la perte de confiance de la population dans le système sanitaire public entraîne un faible taux de fréquentation des formations sanitaires.

À l'issue de la dernière crise politique (2008-2013), 72 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté nationale (INSTAT, 2012-2013). En matière de santé, le système sanitaire s'est considérablement affaibli et on a noté un ralentissement des progrès de développement sanitaire. Depuis 2003, la part des ménages dans les sources de financement de la santé a doublé, tandis que celle de l'État a chuté (15,3 % en 2011, 7,5 % en 2014). Au même moment, le pouvoir d'achat des ménages a connu une nette diminution. Parallèlement, alors même que l'accès financier aux soins pour les ménages est de plus en plus difficile, la qualité de l'offre de soins qui leur est proposée à tous les niveaux de la pyramide sanitaire subit une dégradation importante. Le taux de consultations externe des formations sanitaires dégringole, étant passé de 37,6 % en 2008 à 28 % aujourd'hui.

Ainsi, dans ce contexte de grande vulnérabilité économique et politique, cette présentation interroge d'un point de vue anthropologique les stratégies d'évitement du système de santé publique, mises en place par les ménages malgaches. En effet, face à la déliquescence du système sanitaire public et dans un contexte de « modernité insécurisée », les populations développent/renforcent des stratégies de recours aux soins en marge de l'offre de soins publique, stratégies de « non-recours » à ce système public, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Plus spécifiquement, nous nous attachons à analyser comment, dans ce contexte de dégradation du système de santé, deux voies « alternatives » à l'offre publique sont empruntées : le suivi de la grossesse et de l'accouchement auprès de la matrone en milieu rural et l'automédication/le recours aux soignants issus du secteur de privé en cas de maladies pour les ménages de la capitale.

### Notes

## **Contraintes environnementales, situations de vulnérabilité et appréhension de la situation et des enjeux de développement durable par les populations des villages Mpalla, Lobé et Mimbosso (Région du Sud-Cameroun)**

*Moïse MVETUMBO<sup>1</sup>, Antoine SOCPA<sup>1</sup>, Pierre François EDONGO NTEDE<sup>1</sup>*

Contact : asocpa@yahoo.com

<sup>1</sup> CASS-RT-Université de Yaoundé 1, Cameroun

### **Mots-clefs**

Culture, peuples autochtones, ressources, espace, vulnérabilité

Cette présentation est issue d'un travail de recherche mené en 2015 dans les villages Mpalla, Lobé et Mimbosso situés dans la Région du Sud-Cameroun. Dans ces localités, les ressources naturelles remplissant des fonctions (économique, alimentaire, médicale, socio-culturelle) vitales dans le quotidien des populations sont sous la menace du changement climatique et des actions anthropiques des différents exploitants.

Ces populations constituées des Bantu (Batanga, Mabi) et des Pygmées Bagyéli, diverses aux points de vue ethnique, religieux et socioprofessionnel vivent ces contraintes et mutations à divers degrés, d'où une réflexion sur les différentes situations de vulnérabilités dans leur dimension territoriale d'une part, leurs représentations des ressources naturelles, de la situation de vulnérabilité ainsi que des opportunités d'atténuation d'autre part.

La méthode de collecte a été structurée autour de la recherche documentaire et d'autres techniques usuelles d'investigation en recherche qualitative. Les théories de la représentation sociale, de l'écologie culturelle et de l'anthropologie du nouvel institutionnalisme ont servi de grille d'interprétation des données de terrain. Les résultats révèlent une dégradation avancée de l'environnement et des ressources, accentuant de ce fait la précarité des conditions d'existence des populations et, par conséquent, aggravant leur vulnérabilité sur les plans économique (amenuisement des sources de revenu), socioculturel (fragilisation de l'habitat, les ressources en eau, les croyances religieuses, etc.) et même spatial (avec des dégâts environnementaux plus accentués dans certains secteurs que dans d'autres). Cette situation est engendrée par des facteurs culturels et religieux (la perception des ressources naturelles comme des biens qui seront éternellement disponibles et l'attribution des causes de la dégradation aux sanctions divines), socio-économiques (urbanisation ambiante, croissance des besoins alimentaires, entre autres), les méfaits des changements climatiques et les actions de certaines élites politiques et opérateurs économiques impérialistes (pression foncière, non initiation de réels projets de développement communautaire). En fin de compte, la transformation de la situation passe par la sensibilisation des acteurs et populations à la base, la gestion participative des ressources, l'identification des projets/programmes de développement durable. Pour cela, la prise de conscience d'une partie de la population et l'expérimentation de quelques rares initiatives d'atténuation dans ces contrées sont susceptibles de donner une lueur d'espoir.

### **Notes**

## **La vulnérabilité comme construction d'une cause. Le cas du syndicalisme des retraités**

*Georges UBBIALI*<sup>1</sup>

Contact : georges.ubbiali@u-bourgogne.fr

<sup>1</sup> UMR 7366-CGC-Université de Bourgogne Franche-Comté

### **Mots-clefs**

Syndicalisme, retraites, vieillissement, continuité, engagement, mobilisation

Si la vulnérabilité est une notion polymorphe, elle n'en a pas moins des effets pratiques dans la vie réelle. Dans cette présentation, nous nous intéressons principalement à la manière dont les organisations syndicales de retraités constituent la notion de vulnérabilité comme un élément de mobilisation sociale.

En effet, depuis de nombreuses années, les structures syndicales de retraités, liées aux grandes confédérations, ont mis la question de la vulnérabilité sur l'agenda revendicatif. À partir du constat qu'un nombre croissant de personnes âgées, considérées sous l'angle de leur statut de travailleurs pensionnés, les Unions confédérales de retraités (UCR) se sont préoccupées d'agir dans la prévention de la vulnérabilité de ces populations qu'elles ambitionnent de représenter.

À partir d'entretiens et d'une analyse de la presse, nous analysons la manière dont la vulnérabilité, dans ses différentes dimensions, est construite comme une cause d'action, reposant aussi bien sur la définition d'une argumentation (développée notamment dans la presse syndicale retraitée) que d'actions spécifiques (interventions auprès des pouvoirs publics et dans les différentes arènes concernées).

Il apparaît ainsi que la définition collective d'une telle réalité sociale constitue une contribution aussi méconnue qu'efficace de lutte contre toutes les manifestations de la vulnérabilité des personnes âgées.

### **Notes**

# Accès au musée des Beaux-Arts depuis l'arrêt de tramway République



# Accès à la Maison des sciences de l'Homme



